ISSN 0024-7650

M 6189 - 978 - 6,00 F
3796189006007 09780

Négociations salariales en Espagne : le gouvernement socialiste inquiet : quelle sera la réaction des travailleurs

P. 8

lutte ouvrière

Foyers de jeunes travailleurs : le mouvement s'étend

P.4

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 978 - 28 février 1987 - prix : 6 F

La production ralentit, le chômage augmente, la bourgeoisie fait de l'argent facile mais factice, l'avenir est à la classe ouvrière

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Page 6
— Nouvelle Calédonie : les régions à majorité Kanak privées de crédits
— Guadeloupe : la situation politique créée par le gouvernement Pons-Chirac

Page 8
— Espagne : le socialiste Gonzalez félicité par les patrons : les syndicats se méfient des réaction à la base.
— Sénégal : les étudiants de Dakar en grève.

Page 9
— Brésil : Sarney fait semblant de résister aux banquiers pour mieux faire payer les travailleurs.

INTERIEUR

Page 4
— En bref

Page 5
— Foyers des jeunes travailleurs : le mouvement s'étend.

Page 10
— Uniroyal (Compiègne) : face à un coup monté contre un militant syndical, indignation du personnel.
— Centre de FPA : liberté des prix, liberté des hausses des cantines.

Page 16
— Télés : des profits à la chaîne
— Les terroristes.

DANS LES ENTREPRISES

Pages 11, 12 et 13
— Salaires, prix et gras profits.
— Chômage, licenciements.
— Renault, Citroën (Aulnay) ; Atochem (Jarrie et Pierre Bénite 38) ; Thomson-CSF DTE (Vélizy 78) ; CHR (Toulouse).

LOISIRS ET CULTURE

Pages 14 et 15
— Livres : *Les affamés. L'holocauste masqué. Ukraine 1929-1933* de Miron Dolot. Chine contemporaine : *Mimosa* de Zhang Xianlang ; *Hibiscus* de Gu Hua.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

Gala de Lutte Ouvrière

Le 14 mars, y'aura d'la joie!

avec

Le grand orchestre du Splendid

Le *GRAND ORCHESTRE DU SPLENDID* pour ceux qui ne connaissent pas (il y en a ?), c'est un mélange de chansons, de gags, de délire rocambolesque. Il y a une histoire dans tout cela, une histoire fantaisiste où des truands parcourent le monde à la recherche d'un mystérieux gisement d'une mystérieuse substance, connu uniquement par une journaliste devenue amnésique, que son amoureux tient absolument à arracher des griffes des méchants. C'est un peu fou ? C'est l'occasion pour les comédiens-chanteurs de bondir, de changer de costumes à toute allure, de ressurgir, changer de rôle, de s'amuser autant que les spectateurs. Bref, le 14 mars, avec le *GRAND ORCHESTRE DU SPLENDID*, le plaisir et la qualité sont garantis.

Et en plus, il y aura *XAVIER LACOUTURE*, un humoriste-chanteur, un poète rigolo et sympa qui, seul avec sa guitare, est capable de remplir la scène du Zénith.

Et enfin durant la nuit, il y aura l'orchestre *MICHEL GÉRARD*, qui fera danser sur les rythmes les plus variés et qui nous mènera jusqu'à l'aube.

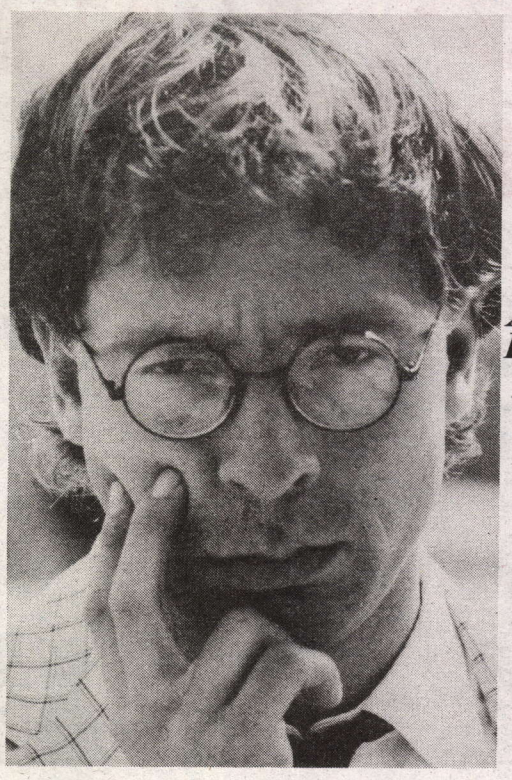
Alors, le 14 mars, tous au Zénith. Ne manquez le Gala sous aucun prétexte.

Car ce sera aussi le gala de Lutte Ouvrière. Une forme de soutien politique à notre mouvement, à notre journal, à nos idées, et cela compte.

Alors, le 14 mars, le Zénith, qui est grand, doit être plein.

Procurez-vous des invitations, placez-en à vos amis, écrivez au journal pour en avoir.

Le samedi 14 mars, tous au Zénith, à 21 heures, métro Porte de Pantin.



Xavier Lacouture ←

La production ralentit, le chômage augmente, la bourgeoisie fait de l'argent facile mais factice, l'avenir est à la classe ouvrière

Les bourgeois français sont des incapables, des fainéants, des sous-doués. C'est ce que viennent de constater, chiffres à l'appui, les dirigeants du patronat français. Plus ça va, disent les statistiques du CNPF, plus la production ralentit, plus le chômage augmente et plus les prix s'emballent artificiellement. Dans quelques années, on pourrait aller vers les quatre millions de chômeurs et la croissance "zéro", ou moins que rien !

Si les responsables patronaux avancent des chiffres qui montrent que rien ne va plus, c'est surtout qu'ils veulent extorquer encore de l'argent à l'Etat mais c'est peut-être aussi que c'est vrai, qu'ils sont dépassés, sans avenir.

Et ce n'est pourtant pas faute d'avoir été aidés, poussés et tirés, financés et incités. Ce n'est pas faute d'avoir été subventionnés par l'Etat et les ministres successifs, de droite comme de gauche, depuis des années. Tous se sont pliés en quatre pour plaire aux patrons et leur éviter le marasme. Et tous ont généreusement pris dans la poche des autres, la nôtre, pour le faire ! Mais aucun effort n'a été constaté en face. Aucune application. Tout l'argent donné aux bourgeois, aux patrons pour relancer la machine économique, produire des biens utiles et vendables, d'un bon rapport qualité-prix, tous les cadeaux offerts à des fins d'investissement dans la production, pour fournir du travail à la classe ouvrière, tout cet argent a été dilapidé, gaspillé au lieu d'être vraiment investi en machines, et en matières premières. Tout a été jeté par les fenêtres, joué dans les machines à sous, à la Bourse.

Pour l'instant, ça rapporte, certes, à ces bourgeois qui mènent une vie de flambeurs. Mais ça n'enrichit pas la société, ça n'augmente pas les biens et les richesses matérielles, ça n'apporte pas du travail et une autre vie. Au contraire, la détresse générale augmente. Les vieux se privent sur leurs médicaments, pour donner aux gosses de riches ! Et tout fout l'camp, la production, les emplois. On voit les bourgeois faire la manche, quémander "cent balles" ou "cent briques" à l'Etat pour aller les jouer en Bourse.

Ils coûtent de plus en plus cher à la société, par les bons soins des gouvernements successifs.

En 1982, la gauche a décrété le blocage des salaires pour que les capitaux se consacrent à l'investissement. Elle a, elle aussi, facilité les licenciements pour qu'il y ait moins de travailleurs à payer, ou pour que des jeunes — payés moins — soient embauchés à la place des travailleurs âgés, plus coûteux. Il y a eu, partout, un travail plus intense ou plus long, pour ceux qui n'étaient pas au chômage. Il y a eu aussi des charges sociales tout ou partie déduites ; des "petits boulots" payés de petits salaires. Et les hommes d'Etat de gauche comme de droite se sont ingéniés à favoriser toutes les "dérèglementations" ou presque, pour que les patrons soient le moins possible gênés par la législation.

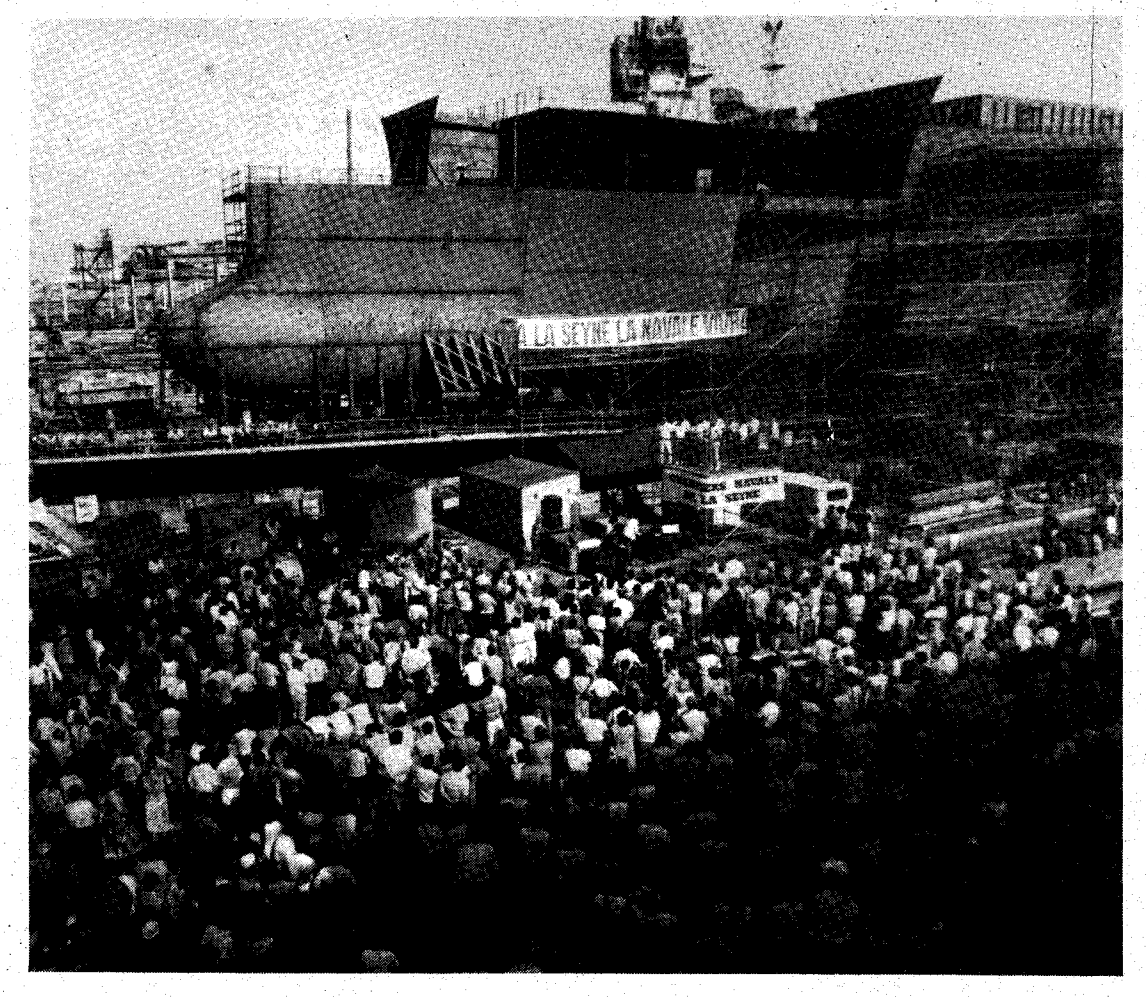
La bourgeoisie s'est payée ses caprices en prenant toujours davantage sur la masse salariale. Et comme ce n'était jamais assez, elle s'est payée du côté des prix, aussi, et les gouvernements l'y ont aidée encore : blocage du côté des salaires, déblocage — pardon, "liberté" — du côté des prix ! Liberté d'augmenter évidemment, au bon vouloir patronal, pour que les marges bénéficiaires soient plus importantes. Toujours plus importantes. Et toujours avec la fiction que ce serait pour favoriser l'investissement, créer des emplois. Mais qui y croit encore ? Pas les statistiques du CNPF qui prouvent que tout décline. Sauf l'argent facile et factice.

Non, décidement, la bourgeoisie française est minable, définitivement parasitaire et nuisible à l'ensemble de la société. Et ceux des dirigeants syndicaux qui quémandent auprès de Chirac et demandent à la classe ouvrière de faire la charité aux patrons, sous prétexte de sauvegarder on ne sait quelle compétitivité, sont encore plus veules et dépassés que les bourgeois qu'ils servent au bout du compte.

La bourgeoisie qui se voudrait dominante, se survit en fait dans un état d'assistée, nourrie artificiellement par l'oxygène et les béquilles étatiques, c'est-à-dire par tout ce qu'elle pompe aux plus pauvres, sans rien leur apporter en contre-partie.

Alors, ça ne peut vraiment plus durer. Et la question qui se pose, c'est de savoir quand la classe ouvrière se décidera, enfin, à débrancher !

Arlette LAGUILLER



Au sommaire du numéro 7 de la LUTTE DE CLASSE

— La disparition de Nahuel Moreno.

— France : la grève des cheminots.

— Grande-Bretagne : Les entristes piégés dans le Parti Travailliste.

— Discussion entre le Socialist Workers Party — Grande Bretagne et Lutte Ouvrière : Le mouvement trotskyste aujourd'hui.

FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

Le mouvement s'étend

Le mouvement s'étend dans les Foyers de Jeunes Travailleurs. Il a maintenant gagné la province et touche déjà une soixantaine de foyers.

Partout, quel que soit leur statut, qu'ils soient gérés par des associations laïques telles que "Léo Lagrange", l'ALJT, le CLJT ou d'autres, par des associations dépendant de municipalités (de toutes couleurs politiques) ou encore par des bonnes sœurs, ou par l'armée du salut, les foyers posent aux jeunes travailleurs quasiment les mêmes problèmes.

C'est que, si théoriquement, les foyers constituent un "logement social", ce caractère a tendance de plus en plus à disparaître... comme les foyers eux-mêmes d'ailleurs. (Rien qu'en Ile-de-France, on comptait 121 Foyers de Jeunes Travailleurs en 1978 et il n'en reste officiellement que 87 aujourd'hui)

Parmi ces foyers, bien peu offrent des conditions de confort correctes et surtout d'hébergement bon marché. Tandis que les prix grimpent, tant pour les chambres que pour les repas; les locaux, en effet, se dégradent — on a pu voir les images à la télévision. Ce n'est pas étonnant d'ailleurs quand on sait, comme l'expliquait la présidente de l'UFJT l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs — le syndicat des associations de gestionnaires, dans une récente conférence de presse, qu'*"une grande partie de ces FJT a été construite dans les années 1960, à une époque où la construction se réalisait à bon marché"*. Sur les 450 foyers qu'elle regroupe dans toute la France, l'UFJT estimait déjà en 1984, que 200 d'entre eux présentaient *"un besoin urgent de réhabilitation"*.

Comme tout ce qui est à "caractère social", dans cette société basée sur le fric et le profit, les Foyers de Jeunes Travailleurs ne constituent pas pour l'Etat un sujet de préoccupation prioritaire.

Alors un double mouvement s'opère: tandis que les subventions de toutes sortes diminuent pour les foyers (budgets de l'Etat, des départements, des municipalités, aides diverses de la CAF etc.), les sociétés propriétaires des murs, elles, recherchent toujours plus la *"rentabilité de leur placement immobilier"*, même quand il s'agit, comme la Caisse des dépôts et consignations, d'organismes dépendant de l'Etat.

Les gestionnaires se déclarent impuissants

Face à ce double problème, qui s'aggrave d'année en année, les associations gérantes réagissent, quelles qu'elles soient, uniquement en gestionnaires, affirmant d'un côté, comme l'UFJT: *"Nous comprenons et partageons le souhait des jeunes travailleurs de vouloir un habitat correct"*, mais répercutant en même temps leurs problèmes sur leur personnel (en le licenciant parfois) et sur les résidents... Avec, à terme, la perspective d'un nombre réduit de foyers-hôtels, sans doute rentables, mais hors de prix pour les jeunes, vu leurs salaires.

Et quand ceux-ci se mobilisent, ces associations ont l'air bien embarrassées, et finalement fort peu décidées à changer d'attitude et, par exemple, à annuler les hausses de loyers.

Témoins, les positions prises, la semaine dernière, par les responsables de deux des associations gestionnaires, l'ALJT (l'association pour le logement des jeunes travailleurs - 15 foyers en région parisienne — et le CLJT, le Centre pour le logement des jeunes travailleurs - 5 foyers) qui ont reçu des délégations du "Comité Inter-Foyers.".

Lors de ces entrevues, les gestionnaires se sont déclarés "ouverts au dialogue" mais, en fait, "impuissants" à aider les jeunes travailleurs... L'un comme l'autre, ALJT comme CLJT, justifiant en fait les hausses.

Le mouvement s'étend dans l'enthousiasme

Face aux portes fermées des "partisans du dialogue", les jeunes des foyers étendent leur mouvement dans l'enthousiasme avec, d'ailleurs, le soutien et la sympathie de la population. Un seul exemple: depuis l'émission de télévision d'Antenne 2 — il y a deux semaines —, deux personnes ont contacté la direction du Foyer d'Epinay-sur-Seine pour venir en aide à deux résidents en difficultés. L'une s'est proposée pour prendre sous son toit un ancien résident sans abri et au chômage. Une autre personne a offert deux mois de loyer à un résident qui logeait dans une chambre de secours.

Et de foyer en foyer, à Paris, en banlieue, et maintenant en province, le mouvement s'étend. Ceux et celles qui sont venues aux assemblées générales du Comité Inter-Foyers se sont rendu compte que l'isolement n'était pas fatal, qu'il était possible de se retrouver avec d'autres pour agir, de "s'organiser". Et puis les jeunes vont d'un foyer à l'autre discuter de leurs problèmes. Les visites sont interdites? Eh bien, pas celle du Comité Inter-Foyers qui finit toujours par joindre celles ou ceux que leur direction "boucle" ou "protège" un peu trop. Pas le droit de se réunir? Le Comité trouve quand même un moyen sans demander l'autorisation.

Du coup, chaque jour, le nombre des foyers touchés augmente.

Et comme les problèmes principaux qui sont la cause du mécontentement demeurent posés, le Comité Inter-Foyers compte bien mettre en œuvre tous les moyens pour aboutir et, s'il le faut, même la grève des loyers. En attendant, on prépare la manifestation centrale de tous les résidents à Paris, décidée lors de l'assemblée générale du 18 février.

Frédéric FERRIERES.

A l'assemblée générale du Comité Inter-Foyers, le 18 février à Gennevilliers: on discute, on vote, on décide d'aller jusqu'au bout pour gagner.

Ce que veulent les jeunes des foyers

Les jeunes travailleurs regroupés dans le Comité Inter-Foyers exigent:

— l'annulation de toutes les hausses en cours.

— la suppression de toutes les augmentations déguisées (repas obligatoires et taxes en tout genre).

— la satisfaction de tous les cahiers de revendications établis par chaque foyer.

— la garantie que ces revendications seront satisfaites sans qu'un seul licenciement ne frappe le personnel des foyers, sans qu'un seul foyer ne soit fermé.

— la garantie qu'aucun résident ne sera expulsé pendant ou après le mouvement.

Ils demandent aux gestionnaires, aux directeurs des foyers de ne pas se tromper de cible et de choisir leur camp: celui des résidents, en annulant les hausses.

dans notre courrier

Ce sont les ouvriers qui sont généralement les premières victimes des "restructurations" économiques. Mais les patrons, lorsque cela correspond à leurs intérêts, savent aussi ne pas épargner les cadres. C'est ce que montre la lettre d'un correspondant dont nous publions ici les extraits. Nous partageons son indignation et bien sûr les conclusions quant à la nuisance de la société capitaliste.

"Je suis délégué syndical de la Confédération française de l'encadrement (CGC) au sein d'une transnationale, le groupe BEIERSDORF à Hambourg (20 000 salariés), dont les principales marques en France sont: Nivéa, Babivéa, Tesa, Hansaplast, Liliane-France (maquillage); parfum: Cristal, Viking, Tabac.

J'étais (car je suis en sursis, attendant une décision de l'inspection du travail de Créteil) chef du service Clients, ceci depuis plus de 9 ans.

Mais, pour des raisons "économiques", mon service sera supprimé, avec reclassement des employés (heureusement), mais pour moi, délégué syndical, secrétaire-adjoint du Comité d'entreprise, délégué du personnel, représentant au CHS-CT, il n'y a pas de reclassement possible, même dans les autres établissements de la région parisienne.

Mais il faut dire qu'aux yeux du patronat mes fautes sont le moins que l'on puisse écrire impardonnables:

Prud'hommes de Créteil: j'assiste le délégué CGT licencié: il gagne. Prud'hommes de Marseille, de Lyon: nous obtenons une victoire sur notre direction.

J'assiste de nombreuses personnes pour éviter: blâmes, diverses sanctions, dont avertissements, voire licenciements (batailles incessantes contre notre direction et ses laquais)...

Je prends la défense de cinq VRP remerciés au motif qu'ils sont multicartes (dont certains ont 25 ans de maison).

Je refuse de signer des accords salariaux annuels qui n'offrent presque rien au personnel de la base, un accord pour l'expression des salariés qui ne donne rien dans la pratique pour les ouvriers...

Des investissements très importants sont en cours, achats de machines pour remplacer progressivement les ouvrières.

Pour la base, une augmentation de salaire annuelle de 1,5 % en juillet 1987, mais pour certains cadres des R 25 de fonction.

Des dépenses somptueuses: convention pour plus de 100 personnes à la Tour Eiffel, au château des Bezards, au château hôtel de Maffliers, ceci pour l'exemple.

Des distributions incessantes de gadgets aux clients (et à certains cadres): Tableaux - Livres - Pendules -Parapluies - Bagages - Calculatrices -Serviettes de plage - Boucles d'oreilles -Bons d'essence - Séjours à la montagne - Voyage Venisé - Amsterdam -Hollywood.

Des campagnes publicitaires d'un coût énorme: dans toute la presse féminine, à la télévision (trois chaînes) pour le parfum Cristal par exemple...

Le patronat "ignore" les lois, il s'arroge royalement le droit de priver les masses populaires des besoins élémentaires de la vie.

Il reste plus qu'une solution, il faut détruire le régime capitaliste et son appareil.

A.J. Charenton

A l'AG du 18 février: une résidente prend la parole. Comme les autres, elle a beaucoup à dire et à dénoncer.

Hausse des prix, c'est reparti. La classe ouvrière doit revendiquer sur les salaires

Ainsi, en un mois, les prix ont déjà "mangé" la moitié de l'augmentation que le gouvernement annonçait pour l'année entière ! Au moment où le gouvernement s'accrochait au chiffre de 2 % d'augmentation des prix pour l'ensemble de l'année 1987, et refusait de promettre une clause de rattrapage aux fonctionnaires en cas de dérapage par rapport aux prévisions, l'indice INSEE pour le seul mois de janvier faisait en effet un bond de 0,9 %. A ce rythme-là, sur un an, cela ferait 10 % d'augmentation ! Alors le gouvernement dit que janvier est exceptionnel, que l'hiver a été trop froid et le climat social trop chaud. Mais il corrige déjà ses prévisions, ne parlant plus de 2 % mais de 2,5 % pour 1987. Le gouvernement lance des chiffres, aussitôt contredits... Il ne gouverne même pas les statistiques.

Et il y a loin des statistiques, des moyennes soigneusement choisies à la réalité : en 1986, si l'augmentation moyenne officielle des prix n'a été que de 2,7 % (grâce en particulier à la baisse du dollar), nombre de produits courants avaient connu des hausses spectaculaires : 7,4 % dans l'automobile 6,5 % dans l'habillement... Depuis on a libéré tous les prix, libéré les loyers, et les gouvernements des grandes puissances viennent de s'entendre pour essayer d'enrayer la baisse du dollar. Ça promet !

Alors, la question des salaires devient de plus en plus cruciale pour les travailleurs. Les salaires sont aujourd'hui le problème numéro un pour les familles ouvrières.

Les coffres des bourgeois sont pleins. Les entreprises n'ont jamais gagné autant d'argent depuis dix ans. Et la bourse des travailleurs est aussi plate que celle des capitalistes est prospère.

Ce sont des augmentations de salaires dont tout le monde parmi les travailleurs a un urgent besoin. Cela coulerait les entreprises ? Cela causerait encore plus de chômage. Allons donc !

Le gouvernement s'efforce de persuader les travailleurs que relever les salaires ranimerait l'inflation et entraînerait une augmentation catastrophique du chômage. Durant la grève des cheminots, Chirac avait osé prétendre que 1 % d'augmentation des salaires en plus signifierait 80 000 chômeurs supplémentaires ! Pourtant il y a eu l'an dernier zéro pour cent d'augmentation de salaire dans bien des entreprises et bien plus de 80 000 chômeurs supplémentaires à la fin de l'année.

Mais les politiciens de droite ne sont pas les seuls à mentir aux travailleurs. Les Mauroy, les Fabius, les Delors qui se vantent d'avoir maîtrisé l'inflation, militent, eux aussi, contre les augmentations de salaires. Mitterrand avait ouvert sa porte à quelques cheminots grévistes mais rejeté leurs revendications salariales sous le prétexte aussi de ne pas ranimer l'inflation.

Et les dirigeants syndicaux proches du Parti Socialiste leur emboîtent le pas. Oh bien sûr, ils se doivent bien de parler "rémunérations" ; et à l'annonce du mauvais indice de janvier, Bergeron s'est senti obligé de réclamer un peu, pour la forme, de rappeler qu'il faudrait peut-être une clause de sauvegarde... Mais ses préoccupations sont ailleurs. Et la veille, sortant de l'Hôtel Matignon, il n'avait que sourire aux lèvres, se félicitant de la fructueuse conversation qu'il avait eue avec Chirac. Parce que le chef du gouvernement lui avait promis que l'on réunirait les syndicats pour leur demander leur avis, la prochaine fois que l'on déciderait de mettre à mal l'assurance maladie ; parce que Chirac se serait dit contre l'institution d'un "SMIC-jeune", inférieur au SMIC normal, dont il n'a plus évidemment nul besoin, puisque depuis longtemps les formules se multiplient qui permettent d'embaucher des jeunes à 1 000 ou 2 000 F par mois.

Et la position de la CFDT est du même tonneau : quand Maire parle de salaires, c'est presque toujours pour parler contre leur augmentation au nom de la prétendue défense de l'emploi. Et dans les négociations salariales, la CFDT fait vite son deuil de toute concession patronale ou gouvernementale, pourvu qu'elle puisse avoir l'air d'avoir elle aussi un peu "de grain à moudre" à côté. Ainsi face à l'impasse de la négociation salariale dans la fonction publique, le numéro du 19 février de *Syndicalisme Hebdo* écrivait : *"l'UFFA-CFDT, pour sa part souhaite également pouvoir reprendre les discussions, en particulier sur les bas salaires et sur les mesures catégorielles générales telles que celles concernant les catégories B, mais aussi l'emploi et la qualité des emplois"*. Bref, si on ne peut s'entendre sur une augmentation générale des salaires, on peut discuter d'autre chose ; et la CFDT de poursuivre : *"l'UFFA rappelle qu'en dehors d'un accord salarial à portée générale, il y a sûrement possibilité (cela s'était fait en 1984) de procéder de la sorte"*.

Et les chefs de la CFDT et de FO ne se contentent pas de se prononcer contre les augmentations salariales. Ils n'hésitent pas non plus à intervenir au cours des luttes pour s'efforcer de faire passer sous la table les revendications des travailleurs.

Durant la grève des cheminots où les grévistes avaient réellement posé des revendications de salaires, on a vu à plusieurs reprises des dirigeants, notamment CFDT, intervenir pour tenter de changer les revendications des travailleurs. Le 4 janvier, l'un des responsables de la Coordination des agents de conduite prise en main par la CFDT, s'employait sur TF1 à nier les revendications de salaires des cheminots alors même qu'un grand nombre d'entre eux avaient voté la revendication de 700 F d'augmentation pour tous.

Une semaine plus tard, Maire en personne invitait les cheminots à cesser leur grève en affirmant : *"le problème des conditions de travail reste posé"* et il omettait volontairement toute référence aux salaires...

Et il en est de même dans le mouvement des instituteurs, une profession où l'on débute à seulement 5 000 F par mois, où l'on a pu voir des militants syndicalistes PS ou proches du PS s'ingénier à évacuer toute discussion sur les salaires, sous le prétexte que jamais le gouvernement ne cèderait là-dessus, alors que sur le décret des maîtres-directeurs... Se refusant bien sûr à voir en quoi une lutte des instituteurs sur les salaires pourrait être un exemple aussi pour d'autres catégories, un moyen d'élargissement et de renforcement du mouvement.

Cette politique n'est évidemment par fortuite. Il y a convergence entre ce que veulent la droite et le Parti Socialiste, les actuels gérants des intérêts du patronat, et ceux qui rêvent de le redevenir dès 1988 : pas d'augmentation des salaires, et surtout pas de revendications qui risqueraient de se généraliser.

Les dirigeants du Parti Communiste, en particulier par leur place et leur rôle à la tête de la CGT, défendent-ils mieux, autrement qu'en paroles, les travailleurs dans ce domaine ? C'est un autre problème. Certes la CGT, et surtout le PCF dans sa presse, met en avant les revendications salariales, dénonce le refus des syndicalistes FO et CFDT de poser le problème des salaires. Mais l'attitude de l'appareil CGT dans la grève des cheminots dans les secteurs qui étaient les plus combatifs et où les travailleurs s'organisaient eux-mêmes montre en tout cas qu'il y a loin des paroles aux actes, et que les intérêts de boutique y passent avant ceux des travailleurs.

Pour l'instant, bien sûr, les travailleurs eux-mêmes hésitent à entrer en lutte pour les salaires. Ils ont conscience que la partie ne sera pas facile. Mais le moment viendra. Et il est important qu'ils sachent à l'avance qu'au cours de leurs futures luttes, il se trouvera dans leur propre camp des dirigeants syndicalistes dont la politique sera de se prononcer contre tout ce qui pourrait donner un caractère général et contagieux à la lutte pour les salaires, de lui mettre des bâtons dans les roues pour la faire échouer. Parce que pour des raisons de choix politiques ces gens-là ont partie liée avec la bourgeoisie devant laquelle ils se sentent responsables.

Pierre VERNANT

En bref

Brosse à reluire

Interviewé à l'émission *"Face au public"* de France-Inter, lundi dernier, Le Pen, tout en faisant confidence qu'il ne serait pas opposé à devenir ministre (on s'en doutait !) a tenu à souligner qu'il était un homme très fréquentable, ayant des relations dans le beau monde. Et après avoir sougliné qu'il avait été reçu par Reagan, il a donné la teneur d'une lettre que venait de lui envoyer Giscard : *"J'ai marqué... la différence entre l'extrême-droite traditionnelle et votre parti... Je me félicite chaque fois qu'un des partis démocratiques représentés au Parlement, comme c'est le cas du vôtre, condamne le racisme et l'antisémitisme..."*

Pour cirer les chaussures à clous de l'ancien para, on ne peut pas dire que Giscard ne soit pas doué.

Mais il est vrai que l'ex-président de la République au chômage a décidé de concourir pour le modeste poste de président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Il ne faudrait quand même pas que, comme Stasi, il y a quelques mois, il se retrouve à court de voix...

A la santé du fric

Le professeur Got, spécialiste de traumatologie et d'alcoolisme, a démissionné avec fracas du Haut comité d'étude et d'information de l'alcoolisme. Il s'élève contre l'autorisation donnée par le gouvernement à la publicité pour la bière sur TF 1. Un an auparavant, c'était le gouvernement de gauche qui avait autorisé cette publicité sur la 5e chaîne.

Tous les gouvernements prétendent avec hypocrisie lutter contre l'alcoolisme. Mais pour eux la santé doit céder le pas devant l'argent. La publicité pour la bière sur TF 1, c'est un marché d'environ 300 millions de francs par an. Et au moment où la chaîne doit être vendue, c'est le "pourboire" aux futurs acheteurs.

La parole est d'argent mais le silence est de yen

Au Japon fleurissent les sokaiya, gangsters, qui par le chantage et la violence, extorquent de l'argent aux entreprises. Existant depuis les débuts du capitalisme japonais, ils se sont, paraît-il, développés et modernisés ces derniers temps.

Leur méthode préférée consiste à menacer des sociétés anonymes de faire éclater un scandale à l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires, en dévoilant des affaires gênantes, si on ne leur paye pas ce qu'ils demandent.

Actuellement, le groupe bancaire Sumitomo, par exemple, reçoit des coups de feu dans ses bureaux et des pilules au cyanure d'un gang qui lui réclame l'argent qu'il a gagné en spéculant sur des terrains.

Pour une fois que l'artisanat double l'industrie !

Pas touche au tire-bouchon

Parmi les mesures de lutte contre l'extension du SIDA, les seringues vont être remises en vente libre dans les pharmacies. Elles ne l'étaient plus depuis un décret de 1972 pris dans le cadre de la lutte contre la drogue.

L'interdiction de vente des seringues n'a pas plus empêché le développement de la toxicomanie que l'interdiction de la vente de tire-bouchons n'empêcherait celle de l'alcoolisme (un instrument qu'aucun politicien français ne se risquerait à proscrire). Mais cette mesure stupide, prise en son temps par démagogie politicienne, n'a pu que contribuer à la propagation d'un virus mortel, les drogués se repassant de main en main et de veine en veine des seringues usagées et malpropres.

Il n'empêche que Mme Barzach reste prudente, et ne réautorise la vente des seringues que de façon provisoire, pour un an... Le temps, probablement, de voir si ce "laxisme" n'a pas d'effet trop nocif sur son électorat.

L'ordurhin

Le groupe chimique suisse Sandoz, dont les rejets polluants dans le Rhin ont provoqué récemment une véritable catastrophe écologique, s'est engagé à verser huit millions de francs. Le prix d'une douzaine d'appartements ou résidences secondaires. Autrement dit, rien qui réparerait vraiment les dégâts.

Un rapport publié le 11 février dernier par le ministère de l'Environnement chiffrait à 257,5 millions de francs les dommages subis par les seuls riverains français du Rhin. Et cela dans l'hypothèse optimiste où la nappe phréatique n'aurait pas été touchée par la pollution. Dans le cas contraire, les dégâts étaient estimés à un milliard de francs...

Les pollueurs ne sont pas les payeurs...

Quand on meurt, on a toujours vingt ans

La Cour suprême des États-Unis vient de décider d'examiner la constitutionnalité de la peine de mort pour les mineurs,... pour des jeunes de 16 ou 17 ans !

Aux Etats-Unis. la peine de mort existe encore ; elle est largement appliquée par les tribunaux pour les mineurs aussi.

Depuis le 11 septembre 1985, trois mineurs, en tout cas mineurs au moment de leurs crimes, ont été exécutés. Selon Amnesty International, 32 autres mineurs détenus sont sous le coup d'une condamnation à mort.

L'application de la peine de mort est l'aveu d'une société barbare, qui se sait et se sent incapable de guérir les tares qu'elle secrète ; incapable de transformer ceux qu'elle juge... même quand ils ont moins de vingt ans.

Et dire que ça s'appelle "la plus grande démocratie du monde" !

Qu'un son impur abreuve nos sillons...

Depuis 1982, le disque compact à laser, petite merveille de la technologie, relègue peu à peu le microsillon au rang d'objet de musée, à côté du gramophone à aiguille.

Une nouvelle petite merveille est née : la "cassette auto-digitale", un magnétophone capable de lire et d'enregistrer la musique sous sa forme numérique. Cela assurerait une qualité de son aussi extraordinaire que le compact-disc, tout en permettant une durée supérieure, et surtout l'enregistrement. L'appareil serait commercialisé début mars au Japon.

Ce serait merveilleux, mais... catastrophique pour les industriels qui ont misé sur le compact-disc. Menaces, bagarres, négociations... Les fabricants japonais ont fait quelques concessions : leurs appareils seront munis d'un mécanisme qui fera perdre au son enregistré une partie de la pureté du numérique !

Encore un ou deux perfectionnements, et on pourra retourner au gramophone !

Lendemains irradieux

Les habitants de Neuvy-Bouin, dans les Deux-Sèvres, ne veulent pas que leur commune soit choisie comme site de stockage des déchets radioactifs, même si on leur affirme qu'une fois enterrés dans le granit, il n'y aura pas de danger. Ils n'ont pas confiance, et il ne sont pas les seuls.

Les centrales nucléaires fabriquent chaque année quelques mètres cubes de déchets très radioactifs qu'il faut caser quelque part. Et pour ça, rien n'a été prévu. Mais les industriels et les banquiers qui ont fait leurs profits dans le nucléaire, eux, n'ont pas de problèmes pour les recaser.

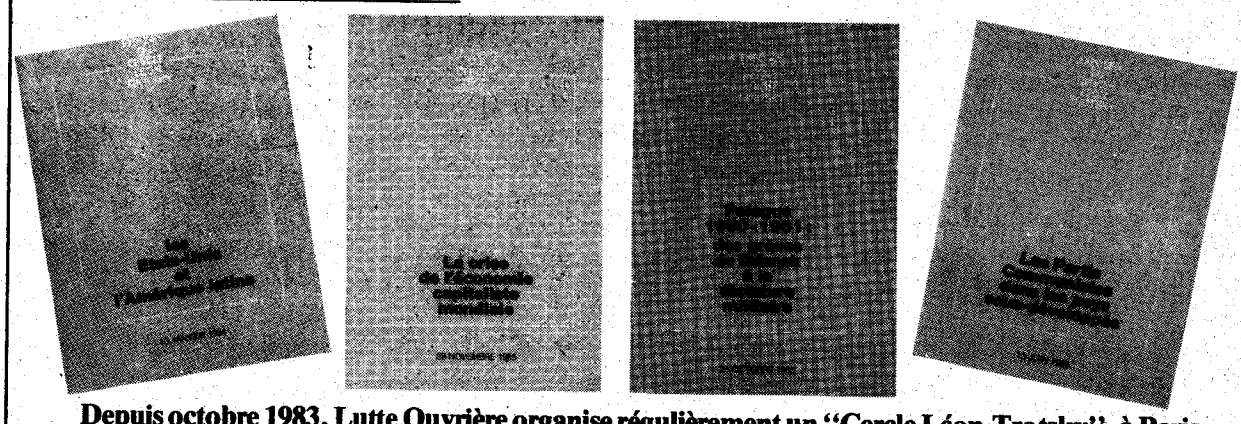
Arrêtez les chimistes fous

Le ministre des Affaires étrangères vient d'annoncer que la France allait se doter d'armements chimiques. Selon lui, il n'y a pour le moment que des recherches en laboratoire. Maintenant on fera de gros stocks "pour la dissuasion".

Et on mettra où toute cette saloperie ? Dans la cave du ministre ?

"Cercles Léon Trotsky"

- **Des exposés**
  dans la grande salle de la Mutualité à Paris
- **Des brochures**



Depuis octobre 1983, Lutte Ouvrière organise régulièrement un "Cercle Léon-Trotsky", à Paris. C'est un exposé-conférence fait presque tous les mois dans la grande salle de la Mutualité à Paris, suivi d'un débat.

Le texte de ces exposés est publié ensuite sous forme de brochure. Nos lecteurs qui ne peuvent pas participer à ces réunions peuvent nous demander les textes en écrivant à : *Lutte Ouvrière - BP 233 -75865 Paris Cedex 18*, et en joignant 10 F par exemplaire.

Nous publions ci-dessous la liste des sujets abordés à ces "Cercles Léon-Trostky" (et des brochures disponibles).

- *Le colonialisme 1830-1914* (octobre 1983).
- *Les Palestiniens : histoire d'un peuple qui a Israël pour adversaire et les Etats arabes comme ennemis* (novembre 1983).
- *Les Etats-Unis et l'Amérique latine* (janvier 1984).
- *Le Parti Communiste, de ses origines au parti de gouvernement* (février 1984).
- *L'Afrique du Sud, histoire d'une colonie : lutte de classe et oppression coloniale* (mars 1984).
- *De la crise à la Seconde Guerre mondiale* (avril 1984).
- *Yalta, de la peur de la révolution au partage du monde* (septembre 1984).
- *Nicaragua, le mouvement sandiniste : ses hommes, son histoire, sa politique* (octobre 1984).
- *Là Chine, de Mao à la démaoïsation* (novembre 1984).
- *Cuba : Castro et le castrisme* (janvier 1985).
- *Maghreb : les classes populaires, la bourgeoisie national et l'impérialisme* (mars 1985).
- *De la Russie révolutionnaire à l'URSS des bureaucrates* (avril 1985).
- *Les syndicats dans les pays impérialistes : de la lutte de classe à l'intégration dans l'Etat* (juin 1985).
- *Chili : de l'Union populaire à la dictature militaire* (septembre 1985).
- *Pologne 1980-1981 : des grèves de Gdansk à la dictature militaire* (octobre 1985).
- *La crise de l'économie capitaliste mondiale* (novembre 1985).
- *Les Partis Communistes occidentaux* (avril 1986).
- *Les Partis Communistes dans les pays sous-développés* (juin 1986).
- *1956 dans les Démocraties Populaires* (septembre 1986).
- *L'impérialisme français au Moyen-Orient* (octobre 1986).
- *Le terrorisme, la guérilla et la lutte armée des organisations nationalistes* (novembre 1986).

NOUVELLE-CALÉDONIE

Les régions à majorité kanak privées de crédits

Dans une lettre à Chirac, rendue publique, les trois présidents des régions à majorité kanak de Nouvelle-Calédonie (Tjibaou pour la région Nord, Joredie pour la région Centre et Yeiwéné Yeiwéné pour les îles Loyauté) dénoncent la façon dont le gouvernement français a, de fait, totalement paralysé toute activité de ces trois gouvernements régionaux du territoire. La méthode est simple, il suffit de leur supprimer tout crédit. Ainsi par exemple, le projet de réparation des équipements portuaires de Wharf des Belep, dans le nord du territoire, est toujours en plan : son financement devait être assuré pour la quasi-totalité par un prêt de la Caisse des dépôts et consignations de 5,5 millions de francs CFP (environ 300.000 F français) qui, en novembre 1986, a été annulé sous prétexte que *"la région Nord a actuellement atteint la limite de l'endettement acceptable pour les ressources qui lui sont assurées à ce jour (la dotation régionale globale)"*. En d'autres termes, le gouvernement ayant réduit les ressources consacrées aux trois régions à majorité indépendantiste, celles-ci se voient aussi refuser tous les prêts.

Des manœuvres semblables valent pour l'ajournement des travaux d'entretien des aéroports de la région nord, de l'acquisition d'un bateau destiné à assurer les transports directs entre les îles, etc.

Quant aux terres que l'Office foncier avait achetées pour les mettre à la disposition des tribus kanaks, une Agence de développement rural et d'aménagement foncier, créée en juillet dernier, envisage d'en remettre une partie à la disposition des colons caldoches. Raison : elles n'ont pas été mises en exploitation par les tribus auxquelles elles avaient été attribuées. Mais les dirigeants indépendantistes expliquent que le Haut-Commissariat n'ayant jamais signé l'arrêté officiel confirmant les attributions des terres en question, les tribus auxquelles elles étaient destinées se sont vu refuser tout crédit d'aide à la mise en exploitation, faute de pouvoir présenter ledit arrêté.

Bref, avec le plan Pisani en 1985, le gouvernement socialiste avait mis en place, en Nouvelle-Calédonie, quatre parlements régionaux, découpant le territoire en une région à majorité caldoche, celle de Nouméa, et trois régions pauvres, Nord, Centre et Iles Loyauté, aux parlements régionaux desquels les indépendantistes étaient majoritaires.

C'était bien évidemment déjà une entourloupe, puisque la région riche restait entre les mains des Caldoches, ainsi que la majorité à l'assemblée territoriale (réunion des quatre parlements de régions).

Mais le FLNKS avait cependant accepté de jouer ce jeu, car cela lui accordait au moins déjà quelques pouvoirs locaux, et de petits budgets à gérer.

Il a suffi au nouveau gouvernement de modifier la répartition des budgets, n'accordant plus les crédits que par l'intermédiaire des autorités du territoire, pour annuler le peu de concret qu'il pouvait y avoir dans cette maigre concession faite par Pisani aux dirigeants indépendantistes.

Evidemment, le problème ne se pose pas de la même façon en ce qui concerne la quatrième région, celle de Nouméa.

D'après les présidents des trois autres régions, la région de Nouméa vient de se voir dotée de crédits du Fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la construction d'hôtels de luxe,... et l'installation de terrains de golf à 18 trous.

Des trous de golf pour les riches, des trous dans les budgets des régions pauvres, c'est bien ça le colonialisme.

Olivier BELIN

(AFP)

Des crédits, mais pas pour la population kanak.

De Loyauté en Limousin : polémique sur les us et coutumes

Le président de la région des îles Loyauté, en Nouvelle-Calédonie, Yeiwéné Yeiwéné, a protesté contre le fait que le ministre des DOM-TOM ait, lors de son voyage en Nouvelle-Calédonie, glissé quelques enveloppes d'argent dans les mains de chefs locaux. Pour le responsable du FLNKS, il s'agit d'une *"atteinte grave à la dignité des autorités coutumières car en aucun cas il ne peut s'agir d'un geste coutumier. La somme est beaucoup trop importante"*. Ce serait une tentative de corruption.

Le ministre français aurait bien entendu pu répondre sur le même registre en rappelant que la pratique des pots de vin est somme toute une coutume bien française, et que les visites de Chirac en Limousin, par exemple, doivent s'arroser d'enveloppes autrement plus consistantes vis-à-vis des notables locaux.

Mais non, voilà notre ministre sur la défensive : il s'agissait, dit-il, d'une *"aide humanitaire parfaitement ouverte"*, destinée à aider les chefs locaux concernés *"à exercer leurs responsabilités à l'égard de leurs tribus"* et d'ajouter que les sommes distribuées n'étaient pas de l'ordre de 11.000 F comme l'avait affirmé Yeiwéné Yeiwéné, mais seulement de 2.000 à 3.000 F au maximum. Faudrait savoir : 11.000 F pour graisser la patte, pas un notable français ne trouverait l'enveloppe suffisante ! Mais s'il s'agit d'une aide humanitaire à une population pauvre, alors la pingrerie dépasse les bornes !

GUADELOUPE

Nos camarades de COMBAT OUVRIER (Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes) nous adressent le communiqué suivant, daté du 19 février 1987 :

La situation politique créée par le gouvernement Pons-Chirac

L'arrestation, puis l'inculpation de Lucien Gayadine, militant de l'UPLG, venant après les déclarations menaçantes de Monsieur Pons, ministre des DOM, montrent une claire volonté de la part du pouvoir, d'envenimer la situation, et de prendre sa revanche sur les événements de juillet 1985.

Monsieur Pons et l'administration coloniale en général ont pris la responsablité de déclencher les manifestations actuelles en transportant à Paris, sur simple soupçon, une militante de l'UPLG.

Dans un autre domaine, on peut faire un parallèle avec la volonté de la direction de la BRED, qui décide purement et simplement de sanctionner des travailleurs en les mutant à Paris. Le seul tort de ces travailleurs aux yeux de la BRED, c'est d'avoir été parmi les organisateurs d'une grève en 1986, pour empêcher le licenciement d'un de leurs camarades.

Ainsi, d'un côté, l'administration exile les militants qu'elle juge indésirables vers la France, de l'autre, ce sont les patrons qui prennent une mesure identique contre des travailleurs. Cela n'est pas étonnant. L'Etat et les patrons ont toujours fait la paire.

Considérant cette situation, nous tenons à rappeler aux travailleurs et à toute la population de Guadeloupe que ce sont les propos, les attitudes et les agissements comparables à ceux de Monsieur Pons à la fin des années 1970, comparables aussi à ceux des patrons de la BRED, qui ont fait monter le mécontentement puis la colère qui ont donné naissance aux manifestations, aux occupations de terres en 1979 et 1980. Ce sont les agissements des semblables de M. Pons et des patrons de la BRED qui ont poussé des militants dans la voie de l'action violente en riposte à tous les blocages et à toute l'arrogance de l'administration coloniale et des patrons blancs. C'est contre le racisme officiel que des actions de toute nature ont été menées contre tout ce qui représente le pouvoir colonial et ce racisme officiel.

Les propos et attitudes de Monsieur Pons, ministre du gouvernement Chirac, sont peut-être des propos de circonstance, dus à la nécessité de faire plaisir à une certaine droite et extrême-droite, afin d'engranger des voix pour le futur candidat aux présidentielles, Chirac, mais il n'empêche qu'ils entrent dans une politique et qu'ils provoquent un effet qui pourrait dépasser l'attente de leurs auteurs.

Une grande partie de la population guadeloupéenne n'accepte plus les diktats, l'arbitraire et l'arrogance colonialistes.

Notre organisation appelle donc les travailleurs et toute la population guageloupéenne attachés à la défense des libertés démocratiques, et indignés par les méthodes colonialistes de l'administration :

— A rappeler à cette administration que si beaucoup d'entre eux, et probablement la majorité, rejettent les méthodes terroristes, ils considèrent cependant que l'administration coloniale porte une lourde responsabilité en créant les conditions d'exaspération qui font naître le terrorisme et les ripostes à sa violence et à son arbitraire.

— A exiger l'arrêt des poursuites contre tous les militants concernés, la libération immédiate de tous les prisonniers pour raisons politiques, le retour immédiat des militants exilés en France.

Seule une telle mesure permettrait au gouvernement de Chirac-Pons de réparer, en partie, le tort causé à la population guadeloupéenne par leurs prédécesseurs du genre Dijoud et compagnie, qui dans les années 1970 créèrent la situation qui a conduit aux problèmes d'aujourd'hui.

***Combat Ouvrier** appelle les travailleurs, les jeunes, toute la population laborieuse, à s'opposer aux mutations d'office en France des travailleurs de la BRED, car dans les conditions actuelles, cette mutation est une sanction pour fait de grève, déguisée en mutation pour raison technique. Cette mutation constitue un recul important pour tous les travailleurs, alors que quelques progrès avaient été faits dans la voie de **"vivre et travailler au pays"**.*

- *Non aux sanctions patronales contre les travailleurs de la BRED.*
- *Non à l'arrogance et au mépris colonial.*
- *Arrêt immédiat des poursuites contre les militants anticolonialistes recherchés.*
- *Libération immédiate de tous les prisonniers politiques.*
- *Retour immédiat en Guadeloupe de tous les militants exilés.*

Pour la Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes (Combat Ouvrier)

ESPAGNE

Le socialiste Gonzalez félicité par les patrons les syndicats se méfient des réactions de la base

Suivant l'exemple du grand frère américain, Felipe Gonzalez présentera aux Cortès le 24 février un rapport sur "l'état de la nation". C'est-à-dire qu'il fera comme d'habitude l'éloge de la gestion de son gouvernement pendant l'année écoulée. Et, comme d'habitude aussi, il n'y aura pas beaucoup de parlementaires ni beaucoup de patrons, de banquiers et de boursiers pour le contredire, car pour ces derniers et les députés qui les représentent, "l'état de la nation" des riches ne peut être meilleur dans les conditions actuelles. En 1986, les bénéfices des banques — avoués — ont augmenté de 35 % ; ceux des boursiers ont plus que doublé, ainsi que ceux des patrons, qui avaient déjà doublé en 1985. *"Les socialistes ont obtenu une série de succès fondamentaux... qui se traduisent clairement en un bilan positif... et le gouvernement mérite de bonnes notes"* a dit il y a quelques semaines Pedro Toledo, le PDG d'une des plus grandes banques du pays, celle de Vizcaya.

Mais, ce que pensent du gouvernement socialiste les riches est une chose, et ce qu'en pensent les pauvres et la jeunesse, ceux qui ne peuvent s'exprimer que dans la rue, en est une autre. Pour l'instant, avec leurs manifestations, les ouvriers agricoles ont fait remballer au gouvernement une loi qui prétendait limiter leurs droits au chômage. Et quelques jours après, les jeunes des écoles, après deux mois de grèves et de manifestations souvent violemment réprimées par la police, ont obligé le ministre de l'Education à s'asseoir finalement à la table des négociations et à céder sur l'essentiel de leurs revendications. Et aujourd'hui, le résultat de leur lutte est considéré par eux comme un "événement historique", car ils viennent d'obtenir la gratuité complète pour l'enseignement moyen et technique dans les écoles publiques, l'augmentation des bourses d'étude de 25 % en 1987 et de 40 % en 1988, la gratuité des transports scolaires, l'inscription gratuite à l'université pour les étudiants ayant un revenu familial inférieur à 1.700.000 pesetas (80 % des familles espagnoles), la création immédiate de 87.840 nouvelles places pour le bac et la formation professionnelle, et la réforme en profondeur de ce qu'on appelle "la sélectivité" : les examens d'entrée à l'université dont le ministre ne voulait pas entendre parler.

Ce qu'il y a de plus positif dans la lutte de la jeunesse, c'est qu'elle a montré, en Espagne aussi, que seule la lutte paye. Et cet exemple peut être contagieux au moment où dans les secteurs public et privé, les travailleurs sont entrés dans un processus de discussion des conventions collectives.

Généralement, ces discussions se sont toujours déroulées depuis 1977 après que les représentants du patronat et ceux des organisations syndicales, parfois avec la participation du gouvernement, fixent le plafond des augmentations salariales. Cela a fait que celles-ci ont été fixées régulièrement en dessous de la hausse des prix, surtout en tenant compte qu'elles ont été négociées en fonction d'une inflation prévue et toujours dépassée.

Mais cette année, le gouvernement y est allé un peu fort. En effet, après s'être montré incapable (malgré le changement, à son avantage, de la composition de l'indice des prix) de faire descendre l'inflation en dessous de 8 % au cours des trois dernières années (9 % en 1984, 8,1 % en 1985 et 8,3 % en 1986), le gouvernement socialiste a annoncé qu'en 1987 elle serait de 5 % ! Sauf Felipe Gonzalez et ses ministres, personne n'y croit. Mais le gouvernement insiste pour qu'aucune augmentation des salaires ne dépasse ce plafond. Et encore le 12 février, devant plus de 400 patrons venus l'écouter et l'applaudir, Solchaga, le ministre de l'Economie, leur demandait de tenir bon tout en les menaçant de ne pas leur accorder les réductions des cotisations patronales à la Sécurité sociale promises pour 1987, s'ils cédaient à la pression des travailleurs.

Mais ceux-ci ne semblent pas disposés à se laisser faire une année de plus. Au cours des premières discussions, ils ont arraché déjà 8 % chez Michelin et aux chantiers navals de Vulcano, 6,9 % chez Thomson et 6,8 % à Uralita. Tandis que dans l'automobile (SEAT, FASA-RENAULT, GENERAL MOTORS), les travailleurs revendiquent entre 7 et 9 % et que le personnel du secteur public des transports (RENFE, IBERIA et AVIACO) ne veut pas entendre parler de moins de 7 %.

Et c'est sans doute cette poussée de la base qui a empêché les centrales syndicales, notamment l'UGT socialiste, de signer un nouveau pacte social avec le patronat.

Cette dernière a bien essayé de le faire. Début février, pendant plusieurs jours, les représentants de l'UGT ont maintenu des négociations secrètes avec ceux du patronat pour tenter de se mettre d'accord dans l'ombre sur l'augmentation des salaires qu'ils feraient semblant de négocier ensuite au grand jour. Il faut dire que cette façon de faire est monnaie courante en Espagne depuis les célèbres pactes de la Moncloa. La bureaucratie syndicale n'a pas mis longtemps à s'habituer à discuter avec patrons et ministres dans le plus grand secret, et elle l'a fait parfois y compris dans des boîtes de nuit, autour d'une table où les verres de whisky étaient généreusement remplis par des serveuses en "top-less". ("Guide secret du pacte social" *El Pais* du 23 septembre 1984).

Cette fois, selon ce qu'écrivait un journaliste de ce même journal, *"la dynamique imposée par la CEOE* (la confédération patronale) *et l'UGT — qui apparemment s'arrogent la représentativité unique des entreprises et des travailleurs — a débouché sur un curieux paradoxe : l'UGT annonçait l'échec des négociations qui, selon ce qu'affirmait ce même syndicat la nuit d'avant, n'avaient jamais existé"*.

En tout cas, après l'échec de ces négociations secrètes, il n'y aura pas de négociations au grand jour, donc pas de pacte social pour 1987. Et cela n'aura pas été dû à un quelconque revirement de la bureaucratie syndicale, mais comme l'a si clairement expliqué Nicolas Redondo, le secrétaire général de l'UGT, au fait que *"si nous acceptons une augmentation de 5 %, les syndicats devront courir derrière les grévistes."* En conséquence, tant l'UGT que les commissions ouvrières, liées aux Partis Communistes se sont mises d'accord pour demander, elles aussi, des augmentations de 7 à 8 %...

Ce qui est sûr, c'est que l'obtention de ces revendications ne dépendra pas de ce que diront ou feront les directions syndicales, mais de la détermination et de la volonté de lutte des travailleurs, comme l'ont montré les ouvriers agricoles et les jeunes tout dernièrement.

Gabriel CATALA

La lutte de la jeunesse: un exemple qui pourrait être contagieux.

SÉNÉGAL

Les étudiants de Dakar en grève

Voilà près d'un mois que les étudiants de Dakar sont en grève et qu'ils doivent faire face à la répression policière. A l'origine du mouvement, les retards systématiques dans le paiement des bourses (il faut préciser qu'au Sénégal, où le détournement des fonds publics est monnaie courante, les salariés eux-mêmes sont souvent payés avec des semaines, voire des mois de retard).

Le 22 janvier, les étudiants décidaient de prendre leurs repas sans payer, au restaurant universitaire, et ce jusqu'au paiement des bourses. En même temps, était décidée une grève des cours de vingt-quatre heures, reconductible.

Le directeur du COUD (Comité des Oeuvres Universitaires de Dakar), ayant fait appel à la police, celle-ci investissait le campus, poursuivait les étudiants jusque dans leurs chambres et faisait usage de grenades lacrymogènes. On devait relever une cinquantaine de blessés, et un mort (un étudiant qui aurait sauté du troisième étage pour échapper aux policiers). Des chambres ont été saccagées par les policiers et du matériel volé aux étudiants. De nombreuses arrestations ont eu lieu.

Mais la répression, loin d'entamer la détermination des étudiants, n'a fait que la renforcer. A leur revendication initiale concernant le paiement des bourses sont venues s'en ajouter d'autres :

— L'évacuation par les forces de l'ordre de l'université et de tous les établissements scolaires.

— La restitution des étudiants disparus, morts ou vivants.

— La démission du directeur du COUD.

— La démission du directeur du restaurant universitaire, une enquête ayant prouvé que cet individu détournait les denrées pour les revendre en ville.

— Des mesures d'hygiène dans les bâtiments où logent les étudiants (certains d'entre eux ont des canalisations hors d'usage, les draps ne sont jamais changés, etc.).

Jusqu'à présent, malgré les manœuvres et les menaces du gouvernement, la grève ne faiblit pas et elle a même gagné certains lycées.

BRÉSIL

Sarney fait semblant de résister aux banquiers pour mieux faire payer les travailleurs

Jeudi 19 février, José Sarney, le président du Brésil a annoncé la décision de son gouvernement de suspendre le paiement en dollars des intérêts de la dette pour 90 jours, voire plus.

D'après ses déclarations le Brésil n'aurait plus en réserve que 4 milliard de dollars alors que, théoriquement, il devrait payer chaque mois 1 milliard de dollars pour le "service" de cette dette qui s'élève actuellement à la coquette somme de 108 milliards. Alors, avant de faire faillite, Sarney lance en quelque sorte un SOS — et non une déclaration de guerre — à ses créanciers. En gage de bonne volonté, il mettra en dépôt les sommes qu'il devrait leur verser, mais ces dépôts seront faits dans la monnaie du pays, le Cruzado, dont les banquiers américains ne veulent pas puisqu'elle n'est pas cotée sur le marché international des devises. Et il y a toutes les raisons de penser que des aménagements, des prêts, des facilités seront négociables — moyennant un accroissement de la dette brésilienne — car les banquiers et les grands du monde occidental n'ont intérêt ni à la banqueroute du Brésil ni à ce qu'éclate dans ce pays une crise sociale grave.

Car justement, pour tenir ses engagements vis-à-vis des banquiers américains et occidentaux, le gouvernement de Sarney n'a pas d'autre choix que de réduire le niveau de vie de la population pauvre, c'est-à-dire celui des ouvriers, des paysans, des sans emplois des villes et des campagnes. Ce n'est pas que le Brésil manque de richesses et de riches ! Il y a des capitalistes brésiliens, il y a des banquiers, des industriels, des richissimes propriétaires terriens qui ont fait fortune grâce aux prêts occidentaux et grâce à l'exploitation de dizaines de millions de prolétaires des villes et des campagnes. Mais ces riches-là ne tolèrent pas qu'on fasse seulement mine de limiter leurs profits. Ce n'est pas en prenant dans leurs poches que Sarney pense remplir les caisses de l'Etat mais en imposant des sacrifices supplémentaires aux plus pauvres.

UN CLIMAT SOCIAL TENDU

Il y a deux ans, lors de sa venue au pouvoir, Sarney et avec lui la bourgeoisie brésilienne et internationale avaient compté sur les vertus du retour à un régime démocratique dont il apparaissait le garant pour maintenir "l'état de grâce", c'est-à-dire la paix sociale, et la passivité des classes populaires devant les mesures anti-ouvrières et antipopulaires. Mais très rapidement, les méfaits d'une inflation galopante qui faisait qu'au cours du mois le salaire perdait près de la moitié de sa valeur, ont provoqué une vague de grèves qui ont culminé en novembre 1985 dans une grève nationale des banques. Sarney mit alors en place un plan de stabilisation appelé plan Cruzado: la stabilité des prix devait compenser le blocage des salaires. Mais les prix continuèrent d'augmenter, même si c'était beaucoup plus lentement. Par ailleurs, le chômage et la misère s'accroissaient. Une partie des capitaliste brésiliens choisirent pour leur part de partir en guerre contre le relatif blocage des prix, et l'on vit les magasins ordinaires manquer de nombreux produits, entre autres de viande et de lait, tandis que le marché noir regorgeait de tout. L'agitation sociale reprit. En juillet et en août 1986 des grèves éclatèrent et se multiplièrent malgré l'attitude intransigeante du patronat et les échecs. Sarney renouvela néanmoins ses promesses de tout faire pour assurer la stabilité des prix. Ce fut l'axe de sa campagne pour les élections de novembre, et cela lui valut sans doute de nombreux votes ouvriers et paysans. Mais quand une semaine à peine après les résultats, il annonça un train de nouvelles hausses, il y eut une vague de colère qui se traduisit par des grèves et des manifestations qui à plusieurs reprises, à Brasilia à Rio, à Salvador de Bahia devinrent des émeutes limitées certes, mais brutales et imprévisibles.

A la mi-décembre la CUT, la centrale syndicale liée au Parti des Travailleurs (dont le dirigeant le plus populaire est Lula), soutenue par la social-démocratie et l'Eglise catholique et qui se situe dans l'opposition au gouvernement appela à une grève générale de tous les secteurs dans l'ensemble du pays. Et la CGT, la centrale syndicale qui apparaît moins radicale (elle est liée non seulement aux partis communistes qui soutiennent de façon critique le gouvernement mais aussi au PMDB qui est le principal parti de la coalition gouvernementale, choisit de ne pas être en reste et de rallier cet appel. Malgré les pressions patronales et gouvernementales comme malgré le renforcement de la présence policière, la grève fut largement suivie, voire unanime dans certaines concentrations ouvrières comme la banlieue de Sao Paulo. Et depuis des grèves dispersées sans doute, mais souvent spontanées, continuent de se produire.

UN MORATOIRE DESTINE A RESSERER LES RANGS AUTOUR DE SARNEY.

Ce climat social tendu explique, sans doute, que Sarney ait choisi d'annoncer qu'il suspendait pour trois mois le paiement en dollars des intérêts de la dette, avant d'annoncer son nouveau plan d'austérité dont on sait déjà qu'il comprendra une réduction draconienne des dépenses publiques (entendez les dépenses de santé, d'éducation), ainsi qu'une diminution des subventions destinées à rendre accessibles aux plus pauvres les produits dits de grande consommation comme le sucre et le blé. En réalité ce plan, qui va être précisé dans les jours qui viennent, se traduira inévitablement par une aggravation de la situation de la classe ouvrière et un appauvrissement dramatique des plus démunis.

Sarney compte sans doute que, dans ce pays pillé par l'impérialisme, où il existe un sentiment de révolte contre ce pillage visible et révoltant, ce geste, si modéré soit-il, de résistance aux banquiers occidentaux lui vaudra un regain de popularité.

Il compte sans doute aussi que les organisations syndicales et politiques qui sont liées à la classe ouvrière se montreront "responsables".

Jusqu'à présent Sarney se réjouit d'avoir obtenu sur le problème du moratoire l'approbation de tous les partis représentés au Parlement, extrême-droite et Parti des Travailleurs compris, même si les réserves de dirigeants politiques venus d'horizons opposés se sont exprimées. Il peut sans doute aussi se réjouir que le Parti des Travailleurs, qui depuis des années se présente comme un parti combatif qui défend les travailleurs, ait déclaré que le recours au moratoire était positif même si Sarney se montrait encore trop conciliant avec les banquiers. Jusqu'à présent, les réserves les plus nettes provenaient d'une partie des dirigeants de la CUT. Mais rien ne dit pour autant que la caution que peuvent donner au geste de Sarney des dirigeants ouvriers, une caution qui contribuera à désarmer politiquement la classe ouvrière, suffira à neutraliser celle-ci.

La classe ouvrière brésilienne, jeune, concentrée a fait preuve dans les dix dernières années d'une réactivité et d'une force que redoutent les bourgeois et les dirigeants brésiliens tout comme les banquiers et les dirigeants du monde impérialiste. Elle a mené des grèves difficiles et très dures contre le régime militaire. Et depuis le retour au pouvoir des civils, elle ne s'est pas laissé paralyser par tous ceux qui lui disaient qu'il fallait tout accepter de Sarney parce qu'il était un rempart contre un retour à la dictature. Aujourd'hui, elle devra ne pas se laisser paralyser par ceux qui lui diront qu'il faut aider Sarney à reconstituer "les réserves" nationales et accepter les sacrifices immédiats pour le bien du pays.

Elle trouvera sur son chemin bien des démagogues et bien des faux amis, mais Sarney en bon serviteur des intérêts des banquiers occidentaux n'a rien d'autre à donner à son peuple que des plans d'austérité brutaux et impitoyables, et ses belles paroles auront sans doute bien du mal à faire illusion longtemps.

H. Mauthey

MEXIQUE

Le gouvernement recule devant les étudiants

Les étudiants mexicains de l'Université autonome de Mexico ont obtenu satisfaction sur toute la ligne. Le projet de loi dont ils ne voulaient pas a été purement et simplement retiré.

Profitant des vacances universitaires, le rectorat avait voulu mettre en place une réforme impopulaire consistant à mettre en place, en plus du baccalauréat existant, un examen d'entrée à l'université. Mais les étudiants ne se sont pas laissé imposer cette réforme qu'ils jugeaient antidémocratique sur le fond comme sur la forme.

Pendant vingt jours, la grève des 350 000 étudiants que compte cette université a été totale. Les locaux ont été occupés, protégés par des barricades. Les manifestations se sont succédé et, visiblement, le succès de la plus importante d'entre elles — chiffrée à 100 000 par les autorités et qui a défilé dans le centre de Mexico — défiant la police et la forçant si besoin était à reculer, a été l'argument décisif. Les étudiants pouvaient bien vite faire école et entraîner d'autres couches de la population.

Le gouvernement a préféré reculer, et le rectorat a retiré purement et simplement son projet.

Les étudiants mexicains dans la rue le 4 février dernier (AFP)

INTÉRIEUR

CENTRES DE FPA

Liberté des prix, liberté des hausses des cantines

Suite à la suppression de subventions gouvernementales, plusieurs centres de FPA ont augmenté les tarifs de la cantine dans des proportions importantes. Dans plusieurs centres, les stagiaires — qui sont de jeunes travailleurs sans emploi ou des travailleurs au chômage, touchant 90 % du SMIC, voire 1690 F ou même 1200 F par mois — refusent ces augmentations. Apparemment un mouvement se développe. Les travailleurs des centres de FPA prennent contact les uns avec les autres.

• Centre FPA de Bourges

Lundi 16 février, c'est par une note de la direction que nous avons eu la confirmation de la hausse de 28 % du prix des repas à la cantine.

Nous considérons vraiment cela comme une escroquerie. Lundi 16 février, nous sommes donc montés à une trentaine au bureau de la direction locale pour protester. Depuis, une pétition a été signée par 170 stagiaires sur 250.

Lundi 23, réunis en assemblée générale, nous avons décidé d'informer la presse, les radios locales, de prendre contact avec les autres FPA et de nous adresser à la population. Nous avons élu un comité contre la hausse, de 19 stagiaires. Mardi 24, la nouvelle assemblée générale réunissant 80 stagiaires a fait le bilan de la pétition, envisagé la poursuite de notre action d'information. Les stagiaires n'acceptent pas cette hausse injustifiée et intolérable, et sont bien décidés à le faire savoir. A faire savoir que le gouvernement ne fera pas ses coups en douce contre les jeunes travailleurs et les chômeurs.

• Centre AFPA de Magnenville (Mantes-la-Jolie)

Après une semaine, pendant laquelle les stagiaires du centre AFPA de Magnenville ont continué à refuser l'augmentation de 19 % des prix des repas que la direction voulait leur imposer (voir LO n° 977 du 21 février) en utilisant ce qui leur restait de tickets à l'ancien tarif, ils ont décidé en assemblée générale, à la quasi-unanimité, le mardi 24 février, le boycott de la cantine.

Dès le lendemain, le mercredi 25, plus d'une centaine de stagiaires ainsi qu'une partie des enseignants sont passés aux actes. A plusieurs dizaines ils se sont retrouvés à la cantine pour manger... leurs sandwiches. L'ambiance était bonne, et la direction a fait les frais des conversations, surtout lorsque les directeurs sont venus manger sous les regards goguenards des stagiaires.

L'après-midi même, la direction convoquait les délégués officiels des différentes sections pour leur dire qu'il n'était pas question pour elle de revenir en arrière. Elle en a profité pour rappeler qu'il était interdit d'occuper la cantine, de se garer à certains endroits, etc.

Cette attitude n'entame pas pour autant le moral des stagiaires. Une nouvelle assemblée générale devrait décider de la suite. D'autant plus que d'autres centres ont entamé des initiatives identiques, notamment à Bourges, au Havre et à la Grand-Combe dans le Gard.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE A MONTBÉLIARD

Halles polyvalentes
les 7 et 8 mars
le samedi dès 17 heures et le dimanche à partir de 11 heures

Musique et bal du samedi soir
De nombreux jeux : pêche à la truite, ordinateurs, quilles...
Le Forum du livre
Des expositions
Des débats : le samedi à 18 h 30 et le dimanche à 15 h
Des diaporamas, des films (1936, le Grand Tournant et Norma Rae).

DANS LES ENTREPRISES

UNIROYAL (Compiègne)

Face à un coup monté contre un militant syndical, indignation du personnel

Le mardi 17 février, un travailleur de l'entreprise, marié, père de famille, qui est à Uniroyal depuis plus de dix ans, a reçu de la direction une mise à pied conservatoire et une convocation pour un entretien préalable en vue de son licenciement. La lettre, signée du chef du personnel, disait : *"Monsieur, compte tenu de votre comportement au travail et des menaces de mort prononcées à l'égard de votre directeur du personnel, nous envisageons votre licenciement..."*

La direction n'en disait pas plus, si ce n'est ces quelques mots signifiant à un travailleur qu'il était un meurtrier en puissance ! Le chef du personnel est toujours vivant, pourtant !

Devant l'émoi suscité aussitôt dans l'entreprise, la direction se sentait obligée de préciser dans une de ses publications, *Brèves Informations* du 18 février : "(...) *Une mise au point s'impose : Le vendredi 13 février dernier, à l'occasion d'un entretien avec l'encadrement du service Tringles, la direction a appris les propos tenus par monsieur M. à l'encontre du directeur du personnel, propos tenus peu après l'assassinat de monsieur Georges Besse. Monsieur M. a déclaré : "Que Cassel fasse attention à lui, il pourrait lui arriver les mêmes bricoles qu'à Besse..." Il s'agit donc bien là de menaces de mort. Ceci est inacceptable. En effet, quelle que soit sa fonction dans l'entreprise, chacun a droit au respect en tant qu'homme".*

Voilà comment la direction voudrait se débarrasser d'un travailleur, militant de la CGT : en inventant des propos qu'il aurait tenus... il y a trois mois !

Notre camarade nie en bloc toutes ces idioties, porte plainte pour diffamation. La direction a pour elle... un seul et unique témoin, un petit chef qui désormais rase les murs, tandis que le travailleur menacé de licenciement compte à ses côtés des centaines de camarades de l'entreprise qui ont à plusieurs reprises débrayé pour lui, qui font circuler une pétition de protestation et ont envie de ne pas laisser faire.

A l'annonce de cette affaire, dans la plupart des secteurs de l'usine, la réaction a été immédiate. Le jeudi 19 février, près de 150 travailleurs par équipe ont débrayé (l'usine travaille en 3 × 8, et cela représente 80 % des effectifs de chaque équipe). Les équipes du jour et de l'après-midi ont accompagné le camarade à son audience avec le chef du personnel. Ces débrayages massifs, étalés sur plusieurs jours, ont certainement fait réfléchir la direction, puisque le directeur Cassel n'a toujours pas donné sa réponse définitive et s'est senti obligé de venir bredouiller quelques mauvaises justifications devant les travailleurs à nouveau réunis en assemblée lundi 23 février.

L'indignation est grande. Le chef du personnel a eu l'indigence de dire qu'il faisait de ce licenciement une "affaire personnelle" ! Ce n'est même pas vrai ! Ce monsieur fait probablement là où on lui dit de faire ! Et Uniroyal n'en est pas au premier travailleur dont elle cherche à se débarrasser. Cette dernière tentative s'inscrit dans la politique de la direction depuis plusieurs années. En 1982, elle a été suprise et apeurée par une grève avec occupation contre le blocage des salaires. Elle l'a mal digérée, comme elle digère mal un climat et des traditions plutôt combatives dans l'entreprise ; la présence de militants syndicalistes, de militants du Parti Communiste... et, nouveau mais désagréable pour la direction... un bulletin *Lutte Ouvrière* régulier et apprécié !

Cela dit, la direction d'Uniroyal ne fait pas de cadeaux. En deux ans, elle a licencié six travailleurs en inventant des "fautes graves" ou autres prétextes. Et, comme par hasard, il s'agissait généralement de travailleurs, militants syndicalistes ou pas, parmi ceux qui se laissent le moins marcher sur les pieds. La direction cherche à impressionner, intimider, contraindre à accepter l'augmentation de la production, l'accélération des cadences, au détriment de la sécurité. Car là est le vrai problème, comme partout ailleurs.

En cinq ans, de 1982 à 1987, la production est passée de 18 000 pneus et 13 000 chambres à air (en moyenne) par jour à 20 244 pneus et 5 232 chambres par jour en janvier 1987... L'augmentation de la production s'est faite sans pratiquement d'investissement en capital technique ; avec une baisse d'effectifs de 1 500 à 1 200 personnes. Autrement dit, elle s'est faite en augmentant l'intensité du travail de ceux qui restent. Le travail est de plus en plus dur ; les cadences deviennent difficilement tenables ; et la liste des accidents du travail s'allonge. La semaine du 16 au 20 février a vu cinq accidents en deux jours pour un seul atelier, dont certains graves. Ailleurs une camarade d'une cinquantaine d'années, entraînée par la poulie de sa machine, grièvement blessée, est restée plusieurs jours dans le coma.

La branche française du groupe Uniroyal serait la plus florissante, usines allemandes comprises. On veut bien le croire. Les travailleurs de l'entreprise sont aux premières loges pour constater qu'il y a d'un côté ceux qui participent aux bénéfices en empochant les profits, de l'autre ceux qui participent aux risques en y laissant leur santé. Et si certains sont menacés à l'usine, ce sont les centaines de travailleurs des ateliers plutôt que ces quelques directeurs larbins galonnés, qui risquent seulement de s'enfoncer le stylo dans l'œil quand ils signent des lettres de licenciement.

Correspondant LO

Salaires, prix et gros profits

Les chiffres viennent de tomber, c'est 0,9 % d'augmentation des prix selon l'INSEE pour le mois de janvier. Pour Alain Juppé, le ministre du Budget, c'est à cause du pétrole, des grèves et du froid. Mais à l'inverse, quand le pétrole avait baissé, il n'avait eu aucune incidence sur les autres prix. Mais en janvier, avant comme après les grèves (commencées fin décembre et terminées après le 15 janvier) aucune augmentation de salaire n'avait eu lieu. Reste le froid qui fait augmenter les poireaux ou les navets, comme tous les hivers d'ailleurs. Et il a fallu qu'on en mange pour faire grimper autant l'indice ! Alors, les travailleurs dans les usines ont de bonnes raisons d'être mécontents et de revendiquer. Nous rapportons ici quelques-unes des réactions dans les grandes entreprises, communiquées par nos correspondants, avant même que les chiffres officiels de hausse des prix aient été connus.

• ***A l'hôpital Sud de Bordeaux,*** on discute des négociations dans la Fonction publique : *"Ils ne lâcheront pas, ils n'ont pas lâché à la SNCF"* entend-on souvent. Mais on s'indigne des 0,4 % d'impôts supplémentaires.

• ***Dans les assurances, à l'Abeille-Paix (Paris),*** la CGT fait circuler une pétition pour l'ouverture de négociations sur les salaires et sur la restructuration. La pétition se termine par *"Je lutte avec la CGT"*. Sur 540 personnes vues, 380 ont signé. Une assemblée générale, prévue pour porter la pétition, a réuni cent personnes (plus que d'habitude). Le principe d'une nouvelle AG a été voté lorsque les négociations commenceront. Et en plus des délégués, 15 personnes sont allées porter la pétition.

• ***A l'UAP Jules-Lefèbvre (Paris),*** toujours dans les assurances, les augmentations pour les salaires ont été annoncées : 1 % en mai, 0,7 % en octobre, 500 F de prime de signature. La CFDT et la CFTC ont signé. Réactions diverses : *"Je croyais qu'on aurait 0 %"* ou *"ça fait pas lourd, comme les fonctionnaires". "A 300 F, ils ont oublié un zéro", "C'est une blague, tu retires la Sécu et les cotisations, il ne reste rien".*

• ***A VIA-Assurances (Paris),*** c'est de la même eau. Voici les nouvelles propositions de la direction : 1 % en mars, avec 65 F minimum, 0,5 % en juillet. *"Quand nous sommes malades, nous touchons quelques dizaines de francs en plus du fait qu'il n'y a pas de retrait de charges sur les indemnités journalières de la Sécurité sociale (la direction complète pour qu'il n'y ait pas de perte de salaire). Maintenant, elle veut retenir cette somme, la mettre dans une "cagnotte" et la redistribuer sous forme d'augmentation générale cette année 0,20 %."* Avec des idées (celles des patrons), pas besoin d'argent... du moins pour les travailleurs.

• ***Au Centre de Tri Automatique (CTA) d'Issy-les-Moulineaux,*** on entend : *"1,7 %, ils se foutent de nous, ils pourraient ne rien nous filer, ce serait pareil"* alors que 50 des 120 travailleurs présents d'une brigade de nuit s'étaient réunis en assemblée générale pour discuter des suppressions d'emplois prévues (4.600 en tout).

• ***Au Centre PTT Inter de Bagnolet,*** là aussi on râle sur les salaires et les augmentations de prix qui sont largement supérieures. Mais certains repoussent l'idée de la grève en disant : *"Il faut attendre les élections car la gauche repassera"*. Eh oui, déjà, les illusions électoralistes refont surface !

• ***A Chausson Gennevilliers,*** les caristes des presses, une douzaine, ont débrayé pour leurs salaires au moment de la paye de 13 h à 14 h 30, c'est-à-dire au moment du changement d'équipe, pour attendre ceux du soir. Une nouvelle AG des deux équipes était prévue pour le mardi suivant, car une délégation devait être reçue le matin. Par ailleurs, les chèques payants et les hausses de loyer ont beaucoup fait discuter.

• ***A Chausson Asnières,*** ceux qui avaient entendu Jack Lang dire que 4 sociétés avaient gagné en quelques jours 100 millions en achetant du Paribas, trouvaient ça scandaleux, et ça râlait sur la hausse des prix et le blocage des salaires.

• ***A Chausson Creil,*** également rogne et grogne le jour de la paye. Quelques gars d'un atelier sont sortis de la chaîne en colère, mais n'ayant pas réussi à entraîner les autres, se sont remis au travail. Dans un autre atelier, les ouvriers ont défilé auprès des chefs pour réclamer de la "rallonge". A l'occasion d'une réunion du CCE, une réunion y a eu lieu pendant la pause. Environ 40 présents pour discuter de la situation de l'usine, des profits, des salaires.

• ***A Trailor (Lunéville),*** dans plusieurs ateliers, les ouvriers baissent la production (entre 25 et 30 % en moins depuis une quinzaine de jours). Motif : les salaires. Le bruit court que la maîtrise a eu de grosses primes de fin d'année, et de la rallonge. Le mouvement concerne surtout les ateliers qui ne bougent pas facilement habituellement.

• ***A Thomson Gennevilliers,*** la direction propose 4 % pour les cadres en moyenne (ils ont déjà eu leur rallonge au début de l'année, ça varie de 0 à 12 %). Pour tous les autres, c'est 0,6 % en avril et 0,6 % en octobre (ou 1,2 % en juin). Plus 1,4 % de la masse salariale distribuée sous forme d'augmentations individuelles. A une heure d'information syndicale payée, un vendredi après-midi, il y a eu 58 personnes. Il a été proposé de se revoir le lundi suivant, ce qu'ont fait une trentaine de personnes. Une pétition de protestation commence à circuler.

• ***A La CIT Orléans,*** la direction a fait connaître ses propositions poour l'année en matière de salaires 0,8 % pour tout le monde et 1,3 % sous forme d'augmentations individuelles. Réactions : *"C'est bon, on sait qu'on gagne de la merde". "Il va bientôt falloir leur redonner du fric".* Se décider à faire quelque chose ? *"On va nous répondre : vous avez du boulot"* disent les plus découragés.

C'est vrai que l'inquiétude face au chômage pèse et que nombre de travailleurs se laissent encore influencer par tous ceux qui, tant du côté du gouvernement ou du patronat que du côté des syndicats liés au Parti Socialiste, voudraient bien faire renoncer la classe ouvrière à maintenir ses conditions de salaires. Mais partout les travailleurs discutent et se laissent aller à exprimer leur mécontentement. L'heure est de moins en moins à la résignation.

Chômage, licenciements

Les chiffres du chômage continuent d'augmenter (1,5 % en janvier). Pas étonnant si l'on en juge par les licenciements dans les entreprises. Chaque semaine amène son lot comme le montrent ces quelques exemples relevés dans notre correspondance.

• **A Citroën Saint-Ouen,** la direction continue à proposer aux anciens les départs à 55 ans et trois mois. Pourtant le plan social prévoyait 60 départs et il y en a eu 71 cette année. La direction prépare peut-être ainsi le reclassement de quelques ouvriers de l'usine de Levallois qui devrait fermer dans quelques mois selon ce qui se dit.

• **Au Sernam** à Orléans, des travailleurs demandent leur mutation pour la SNCF, et ceux de 50 ans et plus parlent de partir en retraite anticipée. La privatisation prochaine de l'entreprise suscite la peur du licenciement.

• **Chez Chausson Asnières,** on discute des 937 licenciements à Valéo, Valéo qui doit reprendre un secteur de Chausson... Les travailleurs sont inquiets pour l'emploi.

• **A Unimétal-Sacilor (Grandrange)** où comme dans toute la sidérurgie, les licenciements ne cessent pas, les chefs sont passés dans l'aciérie dire qu'il n'y aura *"que 15 CFC* (congés formation conversion) *sur 60 suppressions de postes"*. Les 45 autres seront recasés. Donc il faudrait selon eux ne pas faire de bruit. Les travailleurs qui restent après un an et demi de CFC sont ceux qui n'ayant pas les bases en français, n'ont reçu aucune formation. Ils ont des emplois proposés à 3600 F par mois, ou ils sont "prêtés" aux entreprises. Ou alors ils restent chez eux à ne rien faire. La direction leur envoie des lettres en les traitant de paresseux; les placiers qui leur cherchent des postes les injurient eux aussi. Ce qui se dit dans les réunions avec le syndicat n'est pas réjouissant.

• **Mais aux Compteurs Schlumberger à Montrouge,** les travailleurs d'une des entreprises, **Enertec,** en octobre dernier, avaient par la grève fait remballer une tentative de licenciement à leur direction. Le comité de grève, qui avait alors été constitué, a continué à fonctionner après la grève avec comme objectif le reclassement de tous les travailleurs à leur convenance. La semaine passée, ce comité de grève, comme il l'a fait déjà à différentes reprises, avait convoqué une nouvelle réunion dans l'atelier. Il y avait 60 présents pour discuter des reclassements et de la situation actuelle, de la nécessité de se préoccuper non seulement de l'emploi mais également des salaires. Un événement a suscité l'émotion à Enertec : un petit atelier (7 personnes plus le chef) est en instance d'être vendu, quatre directeurs sont partis négocier la vente à Prague. Il a donc été demandé une réunion à la direction. Le chef du personnel étant absent, elle a eu lieu le lendemain et en plus des membres du comité de grève, les sept ouvrières de l'atelier y ont participé.

Les explications du directeur n'étaient pas convaincantes, mais du côté des ouvrières le ton n'était pas à pleurer pour avoir du boulot : *"On vient vous voir pour que vous sachiez qu'on vous surveille". "Vous pouvez bien vendre nos machines mais vous avez intérêt à nous former à autre chose". "On est prêt à remettre ça et comme on est moins nombreux, il faudra que cela soit plus dur".*

Pas facile la lutte contre les licenciements, c'est sûr. Mais elle peut faire reculer les patrons comme l'ont aussi déjà constaté les travailleurs d'Enertec.

Licenciements : pire que la loi

La nouvelle loi sur les licenciements dits économiques, celle qui permet aux patrons de se passer légalement de toute autorisation, vient à peine d'être votée (30 décembre 1986) et ses décrets d'application ne sont pas encore publiés, que déjà elle est assortie de dérogations encore plus favorables au patronat.

C'est ainsi que dans les travaux publics, les employeurs pourront licencier de 6 à 30 salariés dans un délai de 15 jours, alors que la loi prévoit un délai de 30 jours pour dix licenciements ou plus.

Il est vrai que les patrons n'avaient même pas attendu pour la plupart que la loi soit parue au *Journal officiel* pour licencier comme ils l'entendent. Il est vrai que les autorisations de l'administration, même lorsqu'elles étaient légalement obligatoires, n'ont jamais vraiment manqué aux patrons. Toujours est-il que tous ces gens-là, comme les propriétaires avec la loi Méhaignerie, comme les industriels et les commerçants avec la libération des prix, se croient tout permis.

Ce ne sera donc pas au nom de la loi que les travailleurs pourront les arrêter. Mais il leur suffira de se rappeler que la force prime le droit, pour qu'elle soit de leur côté, celui du nombre.

L.G.

CITROËN (AULNAY)

• Un ouvrier agressé par un gardien armé

Dans l'atelier du Montage, lundi 16 février, à 23 h 10, à la fin de la séance de travail, un ouvrier quitte son poste de travail sur chaîne, lorsqu'il se fait prendre à parti par un gardien en civil qui tient un pistolet à la main. Le gardien menace l'ouvrier de son arme puis tire trois coups de feu en l'air, et l'accuse d'avoir volé. L'ouvrier dit qu'il n'avait rien volé, et appelle au secours. Le gardien, alors l'assomme avec la crosse de son pistolet, puis le traîne dans un bureau et le laisse sous la garde d'un contremaître. Il part ensuite chercher une pièce sur chaîne en disant qu'il l'a volée. L'ouvrier n'est en possession d'aucune pièce sur lui, il n'en n'a pas plus dans son vestiaire qui est fouillé. L'ouvrier est finalement transporté à l'hôpital de Villepinte, sur intervention de sa maîtrise, où on lui fait trois points de suture. Sa combinaison ensanglantée disparaît.

La direction, le lendemain, a mis l'ouvrier agressé en mise à pied conservatoire et lui a fait passer le vendredi un entretien préalable en vue de son licenciement. Elle a en plus porté plainte à la gendarmerie du Raincy contre l'ouvrier. Le jeudi, l'ouvrier a été convoqué à cette gendarmerie et gardé de 8 heures à 11 heures. Lors de l'interrogatoire, la police n'y est pas allée par quatre chemins, l'a accusé de vol et a voulu lui faire signer une déposition le reconnaissant. Alors qu'il répondait à une convocation, ils l'ont fouillé, obligé à vider ses poches et menacé de le garder 24 heures au poste. Ces intimidations n'ont pas marché car le travailleur était dans son bon droit. La direction accuse sans preuve ce travailleur de vol, alors même qu'il était encore dans l'atelier et n'avait pas sorti de pièces de l'usine. D'habitude, en cas de vol, la direction licencie ou sanctionne, mais n'attaque pas en justice. Si elle l'a fait cette fois, c'est dans l'intention délibérée de créer un doute pour empêcher que se fasse un mécontentement unanime contre elle. Mais quand la ficelle est trop grosse, tout le monde la voit.

Trois rassemblements ont eu lieu vendredi dans l'usine, réunissant en tout deux cents cinquante ouvriers pour protester contre ces méthodes et contre le fait que la direction veuille licencier ce travailleur.

Correspondant LO

Le PDG de Renault et sa R25

Puisque c'est lui qui le dit

M. Lévy, PDG de Renault, a déclaré que sa R 25 devait aller tous les mois au garage. Cela a soulevé quelques remous parmi le personnel de la Régie. En particulier, ce sont les militants CGT, article de *L'Humanité* à l'appui, qui disaient: *"Lévy veut démolir Renault"*. Mais ils n'étaient pas les seuls, et des ouvriers se sont sentis visés par ces déclarations du nouveau PDG. Au point même qu'à retardement, il s'en est trouvé pour exprimer des regrets sur la mort de Besse...

Ce qui reflète une certaine inquiétude, car des travailleurs ont vu là une justification à de nouveaux licenciements. Il est vrai que par les temps qui courent, les patrons sont prêts à saisir tous les prétextes. Mais justement, celui-là ou un autre, ça ne change pas grand-chose et ils ne sont pas à ça près.

Défendre la R 25 ou la qualité Renault, serait-il alors la meilleure façon pour les travailleurs de se défendre?

S'il y a quelque chose à redire à la production Renault, c'est avant tout à la direction qu'il faut s'en prendre. Ce ne sont tout de même pas les ouvriers qui décident des économies faites sur le matériel entrant dans la fabrication des voitures, ni eux qui choisissent des cadences de production qui, compte tenu de l'équipement, sont contradictoires avec un travail soigné.

Ce qui en décide, c'est d'abord la soif de profits de tous ceux que l'industrie automobile engraisse, banquiers, industriels ou commerçants, et qui, eux, pour s'en mettre encore plus dans les poches, n'hésitent pas à sacrifier la qualité. Ce qui ne les empêche pas après d'invoquer la concurrence (étrangère ou pas), pour essayer de faire trimer encore plus les ouvriers et les payer encore moins cher.

Alors si Lévy et consorts trouvent que Renault c'est de la m...., ça ne peut être que parce qu'ils savent de quoi ils parlent, vu que c'est eux qui en font le choix. Qu'ils s'en prennent donc à eux-mêmes, mais les travailleurs n'ont pas à avoir de complexes. Ce serait vraiment trop pratique pour tout leur faire avaler.

L.G.

Peau de banane

Après sa visite de l'usine, le PDG a déclaré devant les cadres et les journalistes que la Régie devait embaucher des cadres de haut niveau.

Une façon comme une autre de dire que ceux qui sont là ne valent pas grand-chose. Pourtant à en juger par la paye que la Régie leur distribue, on ne l'aurait pas cru.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *de Renault-Flins.*

• Intensification de la production... et du mécontentement

La direction, depuis quelques mois, fait tout pour sortir son dernier modèle de voiture l'AX, qui est fabriquée en priorité à l'usine d'Aulnay.

Sur les chaînes de l'AX, le nombre de véhicules fabriqués est passé de 155 à 278 de septembre 1986 à février 1987. Cette montée des cadences, qui n'est d'ailleurs pas terminée, s'est effectuée sans renforts suffisants. Nombre d'ouvriers ont été pris sur les chaînes de la CX.

Cela veut dire des augmentations de charge de travail importantes pour les travailleurs de l'usine. Les heures supplémentaires, les samedis travaillés et bientôt les dimanches sont là pour rattraper tous les retards techniques, mais aussi sont prévus à longue échéance pour faire la production voulue.

Parallèlement à ces surcroîts de travail, la direction s'emploie partout où elle le peut à supprimer les primes.

Elle a supprimé, par exemple, la prime d'équipe, 600 à 700 F sur un salaire d'OS, aux travailleurs de la CX en supprimant l'alternance matin-soir pour ne faire qu'une seule équipe constamment du matin. Mais du coup, la direction n'arrive pas à faire les CX voulues, alors elle impose des heures supplémentaires. Et la direction présente hypocritement ces heures supplémentaires comme une chance pour les travailleurs.

Les travailleurs de la CX ont d'ailleurs montré leur grogne, il y a trois semaines. Ils ne se sont pas sentis de taille à refuser ces heures supplémentaires et réclamer le maintien de la prime. Mais ils se sont réunis trois fois pour discuter de l'aménagement de ces heures supplémentaires. En effet la direction voulait au départ les faire travailler 30 minutes de plus par jour, ce qui les obligeait ensuite à attendre les cars 30 minutes sur le parking. Ça, c'était trop! La direction a reculé très rapidement.

La grogne s'est aussi vue à la CX. Quatre ouvriers ont refusé pendant quinze jours de faire une augmentation de travail. La maîtrise a réussi à les faire céder en partie, en exerçant des pressions, mais en faisant attention que la ficelle ne casse pas et que ce mécontentement n'en entraîne pas d'autres.

Enfin sur le secteur de l'AX, la semaine dernière, des ouvriers, spontanément, se sont passé le mot pour une réunion sur le temps de pause pour réclamer de la rallonge.

Une trentaine d'ouvriers se sont retrouvés et une dizaine est allée demander 400 F d'augmentation au bureau du chef d'atelier. Ils n'ont pas envie de s'arrêter là.

Coup bas, c'est encore ça de pris

Se basant sur un récent accord signé dans la Métallurgie entre l'organisation patronale (GIM) et les syndicats CGC et FO, des patrons ont décidé de "geler" le niveau des primes d'ancienneté. L'accord en question a dissocié ces primes d'ancienneté des minima conventionnels, appelés TEG (taux effectifs garantis), sur la base desquels les primes d'ancienneté étaient oligatoirement indexées jusque-là.

C'est ainsi que des travailleurs vont perdre annuellement parfois quelques centaines de francs. Cas par exemple d'un technicien de chez Thomson qui, avec 15 ans d'ancienneté et 8.700 F par mois, perdra 560 F dans l'année.

Une petite crapulerie qui vient s'ajouter à bien d'autres, et qui permet encore de rogner les salaires, avec en plus la complicité de deux syndicats.

ATOCHEM (Jarrie - 38)

La grève des postés continue

Quand les travailleurs postés d'Atochem Jarrie se sont mis en grève contre l'individualisation de leur salaire, les 300 postés (2x8, 3x8 et 4x8) d'Atochem Pierre-Bénite (800 salariés) ont pensé que pour eux aussi c'était le moment. Lors de débrayages précédents, ils avaient mis au point leurs cinq revendications :

— Garantie des classifications.
— Retraite à 55 ans.
— Embauche.
— 28 jours de congés payés contre 22.
— Et forfaitisation des primes.

La grève a commencé le lundi 16 février à l'appel de la CGT et de la CFDT. Des piquets bloquaient l'entrée des camions dès 4 heures du matin et, le vendredi, toute la production était bloquée. Autour des braseros, ceux qui ne se rencontrent jamais à cause des horaires de travail ont fait connaissance, discuté, ri des cadres obligés d'ouvrir le portail pour entrer. On a envahi les bureaux de la direction, interrompu la réunion du Comité d'Etablissement. Bref, le patron ne reconnaît plus "ses" ouvriers. Les cadres, eux, tentent de convaincre les salariés en journée que les grévistes coulent l'usine. Mais les journaliers regardent avec sympathie la lutte des postés, même s'ils ne se sentent pas vraiment concernés par leurs revendications.

Mardi 24 février, le patron a décidé de lock-outer les grévistes et de préparer le lock-out d'une partie des journaliers. Quant aux syndicats CGT et CFDT, ils ont jusqu'alors respecté la volonté des grévistes, mais depuis mardi, ils se montrent de plus en plus favorables à une négociation : lors de délégations, on en a vu quasiment supplier la direction de bien vouloir faire un geste. Le patron refuse de discuter des revendications des postés, mais propose de négocier sur "le bordereau de salaire" — ce qui ne concerne qu'une partie des postés — et sur le maintien des primes de poste en cas de maladie. Les grévistes, eux, pensent que : *"Maintenant, on ne peut plus reculer"*.

Ce que craint le patron — il l'a avoué lors d'une délégation — c'est l'extension à Rhône-Poulenc et Atochem Saint-Fons (à 1 km de Pierre-Bénite) où il y a près de 2.000 postés ayant des revendications analogues. Et l'idée d'aller voir ces postés commence à faire son chemin chez les plus combatifs de Pierre-Bénite.

Correspondant LO

CHR (Toulouse)

Le mouvement des radios continue

Le personnel des radios proteste depuis un mois contre la réduction des jours de congé, d'éloignement des rayons qui passe de 10 à 5 jours par an. L'année dernière, ils avaient déjà été ramenés de quinze à dix, l'objectif de la direction étant de les supprimer à court terme au nom de la prétendue protection optimale qui existerait à l'heure actuelle.

Le comité technique paritaire, réuni le 12 février, suivant FO et la direction, a proposé 7 jours de congé-rayons au personnel exposé aux rayons, et 4 jours aux non-exposés (secrétaires...) qui n'en bénéficient plus depuis l'année dernière. Mais les 7 jours des personnels exposés seraient réduits, comme ils le sont actuellement, en fonction des jours de maladie, maternité... pris dans l'année tandis que les 4 jours des non-exposés n'en seraient pas affectés. De toute façon, le directeur parle toujours de supprimer complètement ces jours de congé-rayons, dans l'avenir.

Le personnel des radios ne se satisfait pas de ce compromis et estime que le compte n'est toujours pas bon : les 10 jours doivent être maintenus et cela indépendamment des congés-maladie.

Ils l'ont fait savoir aux différentes assemblées générales appelées par la CGT et la CFDT qui réunissent régulièrement une centaine de radios (sur 350) et en faisant de nouveau grève jeudi et vendredi dernier.

Correspondant L.O.

ATOCHEM (Pierre-Bénite - 38)

Les postés en colère bloquent l'usine depuis 15 jours

A Atochem la grève des postés entamée le 2 février continue (cf. article de la LO n° 977). Depuis le rejet par l'assemblée générale, du lundi 16 des propositions de la direction, la grève est revotée, tous les jours en assemblée générale. La détermination des travailleurs postés est intacte : ils veulent le retrait du projet de la direction, un point c'est tout. La direction a étendu le lock-out touchant les journaliers, alors qu'il n'était que partiel la semaine dernière, il touche environ aujourd'hui 90 % de ceux-ci. Pour prévenir les travailleurs qu'il n'y avait plus de travail et qu'ils pouvaient rester chez eux, la direction n'a pas lésiné sur les moyens, elle a mobilisé une dizaine de taxis qui tous les jours de la semaine ont sillonné la région pour porter les lettres à domicile. Si la direction, par ses lock-out, comptait opposer les journaliers aux postés, c'est raté. Les journaliers sont solidaires de la grève et ont apporté leur soutien aux postés même s'ils ne sont pas entrés en lutte à leur tour pour leurs revendications. Toute la semaine, l'activité principale des postés a été d'organiser la solidarité financière. De nombreuses collectes ont été faites dans les usines de la région, l'accueil y a été chaleureux dans l'ensemble. Un péage d'autoroute a aussi été bloqué à Brignoud dans l'Isère et une petite manifestation organisée au centre ville de Grenoble. La direction, pour tenter de démoraliser les grévistes, le samedi 21 février, a envoyé des feuilles où elle annonce que des retenues seront faites dès la paye de fin février, retenues de 2.000 à 3.000 F. Elle envoie aussi des lettres dans lesquelles elle se livre à l'habituel chantage, nous citons : *"La grève entraîne une perte de clientèle qui risque d'être durable voire définitive"* ou *"d'autre part, l'investissement de l'atelier de chlorure d'aluminium risque d'être remis à cause de la grève, et cet investissement risque d'être annulé sur le site de Jarrie"*. Tout cela n'a absolument pas entamé la détermination des grévistes, au contraire.

Et lundi 23 février, à l'assemblée générale, il y avait plus de monde que d'habitude, 180 postés qui ont reconduit la grève à la quasi-unanimité. Les syndicats CGT et CFDT qui dirigent la grève ne font pas exactement ce qu'ils veulent. D'abord l'assemblée générale se réunit tous les jours, 120 présents en moyenne et les grévistes expriment leur volonté. Ainsi à l'assemblée générale du 23, la CGT qui rencontrait la direction dans l'après-midi aurait voulu un mandat pour négocier tous azimuts mais les travailleurs ont voté pour que les syndicats prennent simplement note qu'ils ne voulaient rien d'autre que le retrait de la grille, ils s'en tiennent là. La direction, de son côté, essaye de prendre l'initiative et fait convoquer les ouvriers par les chefs de service, le mardi 24 au matin, pour une séance d'explication sur la diminution des salaires. Elle pense sans doute que les travailleurs après trois semaines de grève n'ont pas encore compris à quel point ce projet était bon ! Décidément, la direction n'est pas au bout de ses peines.

Correspondant LO

THOMSON-CSF DTE (Vélizy - 78)

• *La "technologie de pointe" vue par la direction...*

Trois semaines après l'explosion (due vraisemblablement à une fuite d'hydrogène) qui a endommagé l'usine de Vélizy, on pouvait lire, dans *Le Monde* du 3 février, cette publicité pour "Sécuriscan", un gadget grand public dont se vante la Thomson :

"Avec Sécuriscan, son dernier produit grand public, Thomson frappe un grand coup (...) Le groupe français offre aujourd'hui une sécurité accrue des personnes et des biens. Les possibilités de Sécuriscan en matière de sécurité ne se limitent pas à cet aspect. Il intervient positivement en cas de fuite de gaz, d'incendie ou d'inondation (...) Avec un prix de base de 20.000 francs fort raisonnable, Sécuriscan ne manquera pas d'attirer un public soucieux de confort et de sécurité dès lors qu'il ne s'agit pas d'un gadget sans lendemain."

Que la Thomson ait *"frappé un grand coup"*, tous ceux qui ont constaté les dégâts après l'explosion peuvent en témoigner...

... et vue par les ouvriers qui en reçoivent les retombées : ce n'est plus une usine, c'est une passoire

Dans le cadre du grand nettoyage d'hiver, la direction a fait détartrer les tuyaux d'eau recyclée. Cela n'a pas traîné. L'efficacité Thomson s'est immédiatement fait sentir. L'eau s'est mise à fuir de tous les tuyaux, coulant à flots sur les modulateurs ou autres modèles de la "technologie de pointe". En une seule journée, les pompiers de l'usine ont été appelés une bonne vingtaine de fois pour venir colmater les fuites. A croire que, par souci de rentabilité, les soudures avaient été remplacées par du calcaire.

Et pendant que le navire prenait l'eau de toutes parts, que des "bip-bip" appelant les pompiers au secours venaient constamment interrompre sa péroraison, le responsable des Services généraux, imperturbable, exhortait l'équipage qu'il avait rassemblé à se lancer à l'assaut du marché mondial.

• *Le plan de récupération des jours chômés a du mal à passer*

La direction de DTE a présenté jeudi 19 février son "plan de récupération" des jours de travail perdus à la suite de l'explosion.

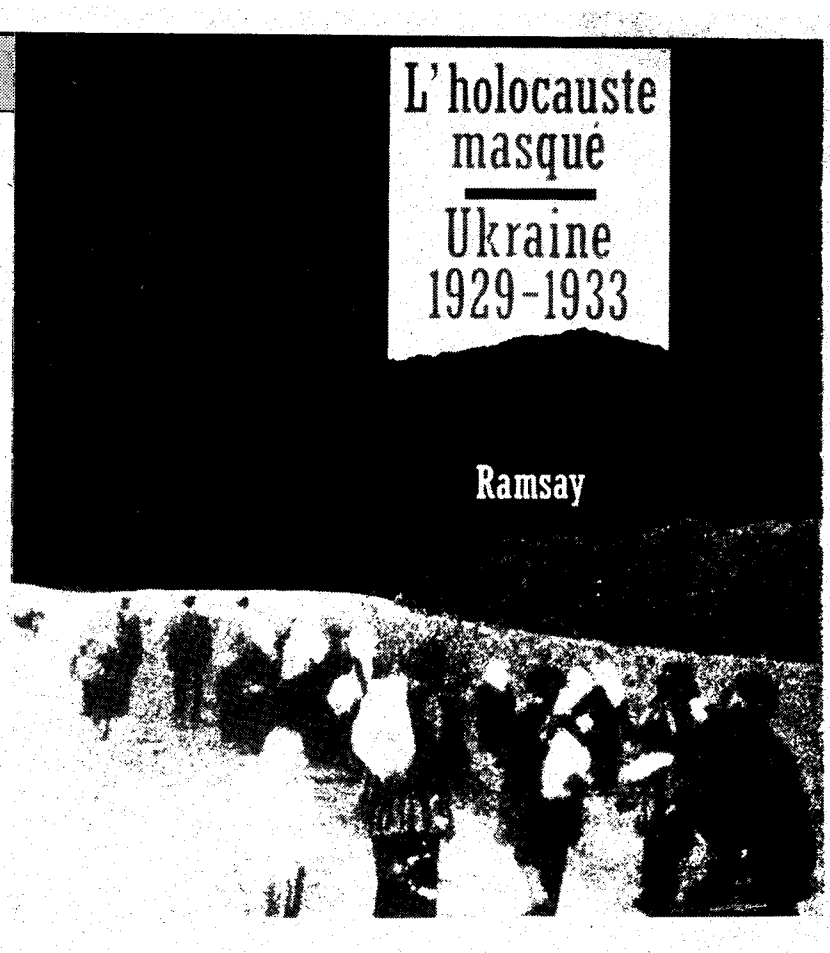
Il y aurait "x" heures de travail à récupérer, réparties sur trois soirs par semaine. Le nombre varie selon les services, mais il est de toute façon exagéré, sans aucun rapport avec les heures perdues. Ainsi, dans un service, nous aurions 4.446 heures à récupérer, soit 171 heures par personne. A raison de trois soirs par semaine, la récupération s'étalerait sur sept mois, alors que pour la plupart nous n'avons été que quelques jours au chômage technique.

Pour atténuer l'énormité de la demande, la direction a précisé qu'il ne s'agissait encore que d'un projet qui doit encore obtenir l'aval de l'Inspection du Travail, et que la récupération pourrait, peut-être, se faire au volontariat.

Elle a intérêt à commencer à chercher dès maintenant les volontaires si elle veut en trouver, car la première réaction des travailleurs concernés a été de faire circuler une pétition demandant qu'avant toute chose le chômage technique leur soit payé à 100 %.

Correspondant LO

"Les affamés
L'holocauste masqué
Ukraine 1929-1933"
de Miron Dolot



Les Affamés est le récit de la collectivisation forcée en 1929-1933 en Ukraine, par un témoin, Miron Dolot, alors adolescent et aujourd'hui enseignant aux Etats-Unis.

En janvier 1928, l'URSS était au bord du gouffre, la famine guettait les villes. Les paysans étaient las de recevoir du papier-monnaie sans valeur en échange de leurs produits agricoles, papier-monnaie qui ne leur permettait d'acquérir ni les produits manufacturés d'usage domestique courant les plus élémentaires et les plus nécessaires (tissus, allumettes, clous, etc.), ni a fortiori les engrais ou les machines agricoles indispensables à la mise en valeur des terres. Toute la production venant des villes était rare et chère. Et, à la campagne, où les terres étaient petites, morcelées, la coopération entre les paysans était quasi-inexistante : les fermes collectives ne regroupaient en 1927 que 0,8 % des familles paysannes. De fait, les paysans firent la grève ne voyant aucun intérêt à produire plus que leurs stricts besoins personnels.

C'était là le résultat de la politique stalinienne qui avait encouragé l'enrichissement individuel des paysans et, de fait, des seuls plus riches. Malgré les avertissements réitérés de l'Opposition de gauche, les staliniens et leurs alliés (Boukharine) ne voyaient nullement l'importance de favoriser la coopération à la campagne et d'attacher un peu plus les paysans au régime soviétique, qui leur avait donné la terre en 1917, en faisant produire des biens manufacturés à leur intention.

En 1928, devant la catastrophe imminente, le régime fit brutalement volte-face.

Ce fut l'incompréhension puis l'hostilité parmi les paysans : la Révolution avait donné à tous la terre et voilà que le pouvoir voulait la leur reprendre pour faire des "grands domaines" comme avant.

La collectivisation forcée, commencée par des réquisitions dans les campagnes, se transforma en *"liquidation des koulaks en tant que classe"*, formule servant surtout à justifier les mesures policières draconiennes prises à l'encontre des millions de paysans rétifs, hostiles, voire ouvertement révoltés.

Le récit de Miron Dolot commence avec les rumeurs de collectivisation qui accompagnent l'arrivée d'étrangers ne connaissant absolument rien à la vie agricole, pas même capables de distinguer une vache d'une jument... Et ce qui pourrait être drôle devient brutalement tragique. Une chape de plomb administrativo-policière s'abat sur les campagnes : il s'agit pour les fonctionnaires non pas de gagner, de persuader les paysans, mais de les "avoir" à l'usure morale et physique et de remplir au plus vite et à tout prix les quotas.

Perquisitions, déportations, tribunaux, pillages, famines, fusillades, émeutes, remise en vigueur du système tsariste des passeports intérieurs pour interdire les déplacements de paysans réduits à l'état de mendiants, c'est tout cet engrenage de brutalités et de violences organisées que raconte Dolot. Il montre la tragédie de ces paysans affamés et désespérés à qui l'Etat a pris jusqu'aux semences des prochains labours afin de dépasser les normes.

L'unique tracteur, qui avait été présenté au début de la campagne de collectivisation et qui avait suscité l'intérêt des paysans qui n'en avaient jamais eu, a disparu. Il y en a trop peu en URSS. On ne parle plus, pour *"dépasser les pays capitalistes et, en particulier, les Etats-Unis"* que des chevaux subitement promus *"comme étant porteurs d'espoir pour l'avenir"* socialiste. Las, faute d'entretien et de nourriture, même le bétail, même les chevaux sont morts.

Ce fut le désespoir et la misère. On vit apparaître des cas de cannibalisme.

La collectivisation forcée a eu des conséquences dévastatrices dont l'économie soviétique aujourd'hui encore n'est pas vraiment remise. Entre 1930 et 1932, toutes les productions agricoles baissèrent brutalement, aggravant la situation de disette et de famine de 1928. Le cheptel fut dévasté : 40 à 70 % du bétail à cornes aux moutons, en passant par les porcs et les chevaux disparurent. Et surtout, par la famine, les massacres, les déportations, 7 millions d'hommes de femmes et d'enfants disparurent, sacrifiés sur l'autel du stalinisme.

Dans *La Révolution trahie,* Trotsky écrit sur la collectivisation forcée : *"Les pertes en hommes — dues à la faim, au froid, aux suites des épidémies et de la répression — n'ont malheureusement pas été enregistrées avec autant d'exactitude que les pertes en bétail ; mais elles se chiffrent aussi par millions. La responsabilité n'en incombe pas à la collectivisation, mais aux méthodes aveugles, hasardeuses et violentes avec lesquelles on l'appliqua. La bureaucratie n'avait rien prévu. Le statut même des kolkhozes, qui tentait de lier l'intérêt individuel du paysan à l'intérêt collectif, ne fut publié qu'après que les campagnes aient été cruellement ravagées."*

"La précipitation de cette nouvelle politique résultait de la nécessité d'échapper aux conséquences de celle de 1923-1928. La collectivisation pouvait et devait cependant avoir un rythme plus raisonnable et des formes mieux calculées. Maîtresse du pouvoir et de l'industrie, la bureaucratie aurait pu régler la collectivisation sans mettre le pays au bord de l'abîme".

La bureaucratie avait eu trop peur des conséquences de ses erreurs de 1923-1928 pour ne pas s'affoler. Il lui fallait trouver un bouc émissaire. Ce fut le paysan, le riche comme le pauvre, celui qui était hostile au régime comme celui qui l'avait soutenu pendant la guerre civile. Surtout si comme ce fut le cas dans le village de Dolot, ce paysan appartenait à une minorité non-russe. Cette minorité ukrainienne par sa langue, ses traditions, ses sentiments nationaux, constituait une communauté à part. Elle devait, de ce fait, être brisée. La bureaucratie ne pouvait supporter aucun particularisme qui puisse être une entrave à sa propre domination. Ce qui eut pour conséquence, entre autres, que lors de l'entrée des troupes allemandes en 1941, la population d'Ukraine ne vit pas, dans un premier temps, en Hitler un ennemi pire que Staline.

Ce témoignage de Dolot est terrible, désespéré. *"Certains,* dit-il, *étaient convaincus que la famine était un châtiment de Dieu, bien mérité, pour avoir cru au communisme et soutenu les communistes pendant la révolution",* thèse qu'il reprend, ne trouvant d'autre consolation que dans un anticommunisme fondé sur le nationalisme, la religion et l'horreur des méthodes de gangsters des staliniens qui faisaient chanter des hymnes à Staline à des paysans qu'ils condamnaient à mourir de faim.

Annick JALERIAN

Les Affamés : l'holocauste masqué, Ukraine 1929-1933, *de Miron Dolot. Ed. Ramsay, 115 F.*

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

MASQUES
de Claude Chabrol

Quel homme se cache derrière le personnage, débordant de gentillesse, qu'est Legagneur un présentateur de télé qui "donne" du bonheur aux petits vieux.
Forum Horizon 1er, Rex 2e, Ciné Beaubourg 3e, 14 Juillet Odéon 6e, La Pagode 7e, Biarritz 8e, Gaumont Ambassade 8e, Saint-Lazare Pasquier 8e, Français 9e, 14 Juillet Bastille 11e, Nation 12e, Fauvette 13e, Gaumont Alésia 14e, Gaumont Parnasse 14e, Miramar 14e, Gaumont Convention 15e, 14 Juillet Beaugrenelle 15e, Maillot 17e, Clichy Pathé 18e.

BONS BAISERS DE LIVERPOOL

Elaine, une jeune chômeuse de Liverpool, tombe amoureuse d'un marin russe et veut le rejoindre en URSS. Ses parents, et les autorités anglaises, s'y opposent. A travers cette histoire de prince charmant, ce film est une peinture corrosive de l'Angleterre du chômage ; la jeunesse britannique lui a, paraît-il, fait un triomphe.
3 Luxembourg 6e (VO).

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Forum Horizon 1er (VO), Hautefeuille 6e (VO), Marignan 8e (VO), Normandie 8e (VO), Français 9e, Galaxie 13e, Gaumont Alésia 14e, Montparnasse Pathé 14e, Bienvenue 15e (VO).

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.
Cinoches 6e (VO) à 18 h 20.

VIENNE POUR MEMOIRE
d'Axel Corti

Ce titre général regroupe trois excellents films qu'il faut essayer de voir, bien qu'ils ne bénéficient pas d'une distribution en salle bien pratique.

DIEU NE CROIT PLUS EN NOUS

évoque la fuite des Juifs de Vienne devant le nazisme, leur errance à travers l'Europe dont tous les Etats leur sont hostiles.
Saint-Germain Studio 5e, à 14 h 15 et 19 h.

SANTE FE

C'est la tentative d'aptation aux Etats-Unis et les désillusions de ceux qui ont eu la chance de pouvoir s'y réfugier.
Saint-Germain Studio à 16 h 25 et 21 h 15

MISSION
de Roland Joffé
avec Robert de Niro
et Jeremy Irons.

Au 17e siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides.
Forum Orient Express 1er (VO), Lucernaire 6e (VO), George V 8e (VO), Lumière 9e, 3 Parnassiens 14e (VO).

TETE DE TURC
de Jörg Gfrörer et Günter Wallraff.

Le journaliste Wallraff auteur du livre **Tête de turc,** a aussi tourné clandestinement ce film sur l'exploitation des travailleurs turcs en Allemagne.
Saint-André des Arts (VO).

WELCOME IN VIENNA

Retour à Vienne en 1945. Les lendemains de la guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Saint-Germain Village 5e.

CHINE CONTEMPORAINE

Les deux romans que nous présentons ci-dessous, publiés en Chine en 1984 pour *Mimosa* et en 1981 pour *Hibiscus*, récemment traduits et publiés en France, témoignent indirectement du "dégel", très relatif, du régime chinois dans les années 1980-1984, années pendant lesquelles le régime procéda à une décollectivisation des campagnes et tentait l'ouverture économique vers l'Occident.

Deux romans qui illustrent, dans une certaine mesure, la vie des gens. C'est ce qui fait leur intérêt.

Mimosa

ZHANG XIANLIANG

Ce roman, présenté comme largement autobiographique, est l'histoire de Zhang Yonling, un jeune intellectuel issu d'une famille aisée d'avant la révolution, et familier de littérature occidentale. En 1957, il fut baptisé "droitier" à cause de son origine sociale, et envoyé trois ans en camp de "rééducation", puis en 1961 dans une ferme d'Etat.

Avec la politique du "grand bond en avant" des années 1956-1957, la Chine connut une période de famine noire. Dans le camp, il n'y avait même plus de riz et la préoccupation essentielle des prisonniers était de gagner quelques centilitres supplémentaires de soupe en trafiquant leurs gamelles.

Au sortir du camp, le village extrêmement pauvre où il fut envoyé n'était guère différent. Seule différence notable : lui et ses compagnons touchaient désormais un salaire, plutôt maigre, pas de quoi acheter 10 livres de carottes (pourtant le légume le moins cher !). Les compagnons du jeune homme étaient soit comme lui des jeunes instruits, ou des gens placés là après une période de "rééducation" en camp de travail, mais aussi des soldats démobilisés, des ouvriers réduits au chômage après le ratage du "grand bond en avant". Ils comptaient aussi le personnage de l'arriviste qui parvient assez vite à se recycler...

Malgré tout, ce fut la période faste de la vie du jeune homme qui retrouva, si l'on ose dire, forme humaine, et s'éprit d'une jeune femme : Mimosa. Il reprit alors goût à la vie et repassa au crible son passé, non sans un certain humour, se remémorant notamment la "comédie ridicule" que fut la séance d'autocritique à laquelle il fut soumis : *"Tout le monde criait et hurlait"*. Et puis, il redécouvrit le plaisir de la lecture avec... *Le Capital* de Marx. C'était le seul livre qu'il ait pu trouver et, vu son épaisseur, il s'en était emparé pour s'en faire un oreiller, mais à le lire : *"Je me demandais pourquoi les théoriciens venus après Marx se fatiguaient à écrire article sur article... Leurs écrits pourraient emplir toute une bibliothèque... Marx en trois cents mots explique tout cela bien mieux qu'eux"*...

Mais ce bonheur relatif fut de courte durée, l'un de ses compagnons s'enfuit et en représailles les "fortes têtes" furent reléguées dans une autre équipe de travail beaucoup plus dure.

Ce roman se termine sur un bref hommage, d'une page, aux dirigeants nouveaux du régime qui l'ont réintégré dans les milieux dirigeants en 1981-1982. Il semble difficile d'être édité en Chine sans encenser au passage les dirigeants du moment...

Il reste que ce roman et la nouvelle qui suit : *Xor Bulak, Histoire d'un routier* font preuve d'une certaine liberté de ton de sentiments. Le jeune routier présente sa rencontre avec un cadre du Parti de forte corpulence en ces termes : *"Il m'a fait une forte impression, car il faut bien le dire l'embonpoint était quelque chose de très rare à l'époque"*.

Ecrit de façon vivante, avec des personnages faits de chair et de sang, ce livre donne une idée de la vie et des épreuves que connurent des millions de Chinois dans les années 1960.

Cécile FAURE

Mimosa *de Zhang Xianlang, collection Panda, 29 F.*

Gu Hua
HIBISCUS
芙蓉镇

Hibiscus, c'est le nom d'un petit village perdu dans les montagnes du Hunan en Chine, sans caractéristiques particulières, mais que les soubresauts politiques des années soixante, soixante-dix ont bouleversé comme beaucoup d'autres.

Le roman est centré sur deux personnages féminins habitant ce village : Yuyin qui, après avoir travaillé dans une coopérative agricole, est devenue une petite commerçante, et Li Guoxiang, gérante du restaurant d'Etat mais aussi nièce du secrétaire du Parti, qui pour des raisons personnelles autant que politique s'en prend à Yuyin et la réduit à l'état de paria.

Autour d'elles gravite le petit monde du village, d'où émergent quelques personnalités : Wang Quishe, ancien ouvrier agricole, devenu après la révolution "l'activiste" du village, pique-assiette et grande gueule ; Qin Shutian, un "Cinq catégorie", c'est-à-dire un paria du village en raison de ses origines sociales, ancien professeur de musique envoyé se rééduquer à la campagne pour avoir *"détourné des chansons populaires"* et mis en scène un opéra "anti-parti" ; Gu Yanshan, vétéran de l'armée de libération, que sa sympathie pour Yuyin rend suspect aux yeux des responsables du Parti et qui se demande comment il se fait que *"cette révolution dont ils étaient les instigateurs se retourne contre ses propres rangs"*.

Publié en 1981, ce roman a reçu en 1982 le prix Mao Dun, le prix littéraire chinois le plus prestigieux.

L'auteur y stigmatise de nombreux aspects de la politique chinoise, en particulier ce qu'il appelle "l'extrémisme de gauche", c'est-à-dire la révolution culturelle *"cette vague de culte moderne, résurgence, sous une forme nouvelle, des pratiques superstitieuses de la Chine millénaire"*. Mais c'est pour mieux exalter la liberté retrouvée après la chute de la bande des Quatre, la fin du temps où *"les activistes pouvaient se remplir l'estomac à l'œil"*.

Cela dit, dans les limites de ce conformisme politique et même littéraire, car les personnages sont assez stéréotypés, le roman de Gu Hua est intéressant. On y voit des aspects de la vie quotidienne des Chinois, le poids de l'encadrement politique et policier, surtout dans les villages "révolutionnarisés" où s'installent la méfiance généralisée, les "boîtes à dénonciation", les "réunions de lutte" dans des salles gardées par des miliciens pour ôter l'envie aux villageois de partir avant qu'on leur en donne le signal.

Sylvie MARÉCHAL

Hibiscus *de Gu Hua, ed Robert Laffont, 95 F.*

Sélection télé

SAMEDI 28 FÉVRIER

15 h 10. FR3 - Macbeth. Tragédie en cinq actes de W. Shakespeare (en VO sous-titrée).

15 h 45. TF1 - Temps X. Depuis la Deuxième Guerre mondiale où l'armée britannique y a expérimenté une arme bactériologique, l'île de Gruinard, au nord de l'Ecosse, est contaminée. Frédéric Page s'y est rendu clandestinement et son film saisissant d'une quinzaine de minutes, pose le problème des armes bactériologiques aujourd'hui.

22 h 10. TF1 - Droit de réponse. L'esprit de contradiction : Bouygues achète Hersant. A propos de la **Cinq**, de **TV6** et de la privatisation de **TF1**, un débat de plus sur l'avenir de la télévision — paravent à la valse des millions.

DIMANCHE 1er MARS

19 h. TF1 - Le magazine de la semaine 7/7. L'actualité de la semaine commentée par Philippe Labro, peut-être remplacée par une émission spéciale, avec Andréi Sakharov, physicien prix Nobel de la paix qui vient d'être réhabilité aujourd'hui après sept ans d'exil à Gorki.

20 h 35. FR3 - Les géants de la musique. Cycle Georg Solti. Le chef d'orchestre hongrois dirige l'orchestre symphonique de Chicago qui interprète la symphonie n°6 en La majeur d'Anton Brückner.

22 h. A2 - Musique au cœur. Film documentaire sur les derniers mois de la vie du compositeur et chef d'orchestre Richard Strauss (1864-1949). Les quatre derniers lieders interprétés par Jessye Norman et l'orchestre de Paris sous la direction d'E. Leinsdorf.

22 h 30. FR3 - Cinéma de minuit : Les aventures de Huckleberry Finn, film de Richard Thorpe (1939) avec Mickey Rooney, d'après le roman de Marc Twain. Les aventures d'un jeune garçon du Mississipi au siècle dernier, en fugue avec un esclave en fuite.

LUNDI 2 MARS

22 h. A2 - Mégalo-mégalopole. Les paris de Paris. On risque, paraît-il, d'être déçu si l'on a vu et apprécié les trois précédentes émissions sur Tokyo, Moscou et Mexico !

MARDI 3 MARS

20 h30. TV6 - La vie est belle. Film de Franck Capra avec James Steward. Désespéré, se croyant inutile, un riche décide de se suicider. Emu, Dieu lui envoie un ange stagiaire pour le faire changer d'idée... Comédie réussie.

22 h 20. TF1 - Allers-retours. Première émission d'une série en trois volets sur le Vietnam, le Cambodge et le Laos. René Pic, auteur d'une série de reportages sur cette région du monde depuis les années soixante, y est retourné l'année dernière. Le témoignage filmé qu'il en rapporte est complété d'une série de documents sur les événements de ces trente dernières années. La situation de dénuement que connaissent ces pays ne peut manquer de rappeler la responsabilité des pays impérialistes, dont les Etats-Unis et la France, qui ont mis à feu et à sang pendant des années cette région, comme le montre ce premier volet sur le Vietnam. A voir.

MERCREDI 4 MARS

21 h 35. TF1 - Les sciences et la vie. magazine de Joël de Rosnay : le sang.

JEUDI 5 MARS

22 h 05. TF1 - Allers-retours (suite). Le Cambodge aujourd'hui. Des images saisissantes sur Pnom-Penh évacuée par les Khmers rouges, une population traumatisée. A voir.

VENDREDI 6 MARS

20 h 35. FR3 - Les liens du sang. Feuilleton dans l'Allemagne de la Première Guerre mondiale.

21 h 20. A2 - Apostrophes. Les livres du mois. **La force de l'amour** de M. Baroin, **Histoire secrète du terrorisme** de Charles Villeneuve, **Danielle, Bernadette, Françoise et les autres** de M.T. Guichard. Folle soirée en perspective...

22 h 45. A2 - Ciné-club : La pyramide humaine (1960), film de Jean Rouch. Dans une classe de terminale au lycée d'Abidjan, Nadine, nouvelle venue en Côte d'Ivoire, n'accepte pas qu'étudiants blancs et noirs s'ignorent. Un document sur la Côte d'Ivoire mais aussi une dénonciation du racisme.

Les terroristes

Personne dans la classe ouvrière, personne parmi les femmes et les hommes de gauche de ce pays, certainement, ne considèrera que les membres d'Action Directe qui viennent d'être arrêtés sont des gens réellement de gauche ou qui se battaient réellement pour les travailleurs.

Ce n'est pas nous qui pleurerons sur Besse ou sur le Général Audran, mais en quoi leur assassinat a-t-il bien pu avancer les travailleurs ?

Non, les gens d'Action Directe qui prétendaient livrer leur combat au nom des exploités ne se battaient pas pour les exploités. Assassiner un exploiteur réel ou supposé de temps à autres ne supprime pas l'exploitation. Quant à changer la société, encore faut-il savoir quelle autre société on va mettre à la place et si c'est encore une société où des gens, coupés du peuple, prétendent une fois de plus agir au nom du peuple, ce n'est pas une meilleure société. Ce qu'on construira n'est pas une société meilleure que celle qu'on prétend combattre.

Dans le meilleur des cas, ces gens-là vivent dans un monde qui n'est pas celui des autres. Et dans le pire des cas, la forme même de leurs actions peut permettre toutes les manipulations.

Ce ne sont pas des gens qui sont dans le camp des travailleurs, qui sont dans le camp des exploités, quoi qu'ils en disent, ou même quoi qu'ils en pensent.

Cela dit, et bien que tous les terroristes se valent, ce ne sont peut-être pas eux les pires terroristes. Ils n'ont, jusqu'à présent, pas jeté de bombes dans des restaurants, dans les lieux publics ou devant chez Tati. Et ces terroristes-là, pour aussi criminels qu'ils soient, ne doivent pas nous faire oublier d'autres terroristes autrement puissants, autrement redoutables et dont la puissance même justifie les crimes aux yeux de ceux qui fabriquent l'opinion.

Les Etats comme les USA, qui peuvent impunément envahir l'île de la Grenade, ou qui peuvent susciter ouvertement une guerre civile permanente comme actuellement au Nicaragua malgré l'opposition de leur propre Parlement, combien de morts, combien de blessés dans ce terrorisme-là ?

Celui de la France, qui intervient à des milliers de kilomètres de l'héxagone, au cœur de l'Afrique, un coup pour les uns, un coup pour les autres ? Même si la modestie des interventions de l'armée française comparées à celles de l'armée américaine limite le nombre de victimes, elles sont en une semaine bien plus nombreuses que Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan n'en ont fait dans toute leur carrière terroriste.

Et puis, il y a d'autres assassins, moins directs, moins francs, mais tout aussi salopards. Que penser et que dire de ministres qui, d'une main suppriment les ressources de la Sécurité Sociale en diminuant les cotisations patronales, en les supprimant même pour tous les jeunes de moins de 26 ans embauchés au rabais, et qui de l'autre, sous prétexte d'équilibre financier de la Sécu, suppriment d'un trait de plume le remboursement de médicaments indispensables à des centaines de milliers de vieux travailleurs à la retraite ? Que penser de ce ministre du Logement, qui laisse provoquer une hausse des loyers qui va, en quelques mois, jeter à la rue des centaines de milliers de travailleurs, et pas seulement des chômeurs, qui ne pourront plus faire face à leurs loyers et qui ne retrouveront pas à se loger ?

Leur terrorisme est peut-être moins bruyant, mais il est tout aussi réel, haïssable et plus efficace par ses douloureuses conséquences, que celui des quelques malheureux fous que la police est si fière d'avoir arrêtés.

Oui, nous vivons dans un monde de terroristes. Mais on peut dire que les plus salauds sont justement les plus puissants. Et en particulier ceux qui nous gouvernent.

Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 23 février 1987

TÉLÉ

Des profits à la chaîne

Lorsque Seydoux et Berlusconi s'étaient fait attribuer les premières chaînes de télévision privées par le gouvernement de gauche, toute la droite avait hurlé : on plaçait les petits copains ! Et la droite avait promis de revenir sur tout cela. Elle aussi a des petits copains. Alors quand Hersant pour la 5, Jean Drucker pour la 6 sont sortis gagnants du concours de la CNCL, Mitterrand a haussé les épaules : *"Quelle suprise !"* Et Jack Lang s'est insurgé contre *"la triste parodie de démocratie... C'est Chirac lui-même qui a choisi Hersant... la CNCL fait office de chambre d'enregistrement des vœux du pouvoir"*.

Ce qui n'empêchent pas Seydoux et Berlusconi d'être encore de la partie. L'argent fait tant d'amis.

Et la prochaine privatisation de la "Une" fait bien sûr scandale à gauche, comme si ces politiciens socialistes voulaient faire oublier que, côté télévision privée, c'est tout de même eux qui ont ouvert la voie.

Car pour les capitalistes, ces privatisations sont de toute façon dans l'ordre des choses. Le lancement de chaînes de télévision demandait au début, il y a quelques dizaines d'années, d'énormes capitaux. Il fallait créer toute l'infrastructure, conconcter des programmes de toute pièce, les tester sur la clientèle. Il fallait surtout que celle-ci s'équipe de poste de télévision, que la télé devienne un phénomène de masse, avant que l'opération ne soit rentable.

C'était à l'Etat de s'en charger. Et tout cela bien-entendu, on nous l'a fait payer, avec nos impôts, et avec la taxe télé.

Mais dès que la télévision eut gagné suffisamment de spectateurs, la publicité y est devenue une activité rentable. Nous n'avons même pas eu besoin d'attendre Hersant ou Berlusconi pour coller des "Peaudouces" sur les fesses de nos chers petits et du "Taureau ailé" dans notre gueule. Ce service public rendait déjà d'immenses services aux publicitaires privés.

Avec la privatisation, ce sera seulement une étape de plus : la pub rapporte désormais assez pour que le support lui-même devienne rentable et que des capitalistes privés se battent entre eux pour s'acheter le support lui-même.

Le télespectateur sera-t-il plus mal servi ? Aura-t-il plus de pub à ingurgiter ? Ça, c'est une autre question. Car de la pub, on en a déjà eu de plus en plus, même avec la télévision publique. Et la pub est d'autant plus payante que la chaîne est regardée, ce qui impose de toute façon au réalisateur une certaine variété d'émissions.

Il en sera de la télévision que ce qu'il en est déjà de la presse : combien d'hebdomadaires et de revues, de *Paris-Match* au *Nouvel Observateur,* en passant par *Le Point* et *l'Express,* que les gens pourtant achètent, ne sont avant tout que des supports publicitaires ? Les articles dits "de fond" (sur le salaire des cadres !) ou reportages n'étant là que pour que le client les feuillette, puisque c'est généralement la publicité, bien plus que le prix de vente qui constitue l'essentiel des ressources de telles publications.

Et il nous sera peut-être bien difficile aussi de faire la distinction entre des informations Figaro sur la 5, Amaury sur la 6, Hachette ou Bouygues sur la 1... et des informations gouvernementales uniformes sur toutes les chaînes.

Car la télévision d'Etat n'est pas plus la nôtre que la télévision d'Hersant ou de Bouygues ; elle a même de tout temps été beaucoup plus celle de Bouygues, d'Hersant ou de Dassault que la nôtre. Elle sera simplement plus ouvertement qu'avant la télévision du fric, comme la grande presse est déjà la presse du fric.

Alors, oui, en ouvrant la porte à des chaînes de télévision privées, puis mettant en vente les grandes chaînes déjà rentabilisées, l'Etat fait d'énormes cadeaux aux industriels et investisseurs qui se les payent. Des magnats de la presse à ceux de la publicité, de la Lyonnaise des Eaux à la Compagnie financière de Suez en passant pas le Crédit Lyonnais et Paribas. Et Hachette ou — ou et — Bouygues. D'autant que tous ces messieurs qui ont aujourd'hui des capitaux à ne plus savoir qu'en faire, et qui n'ont pas la moindre envie de prendre le risque, et de perdre du temps à les investir dans un développement de la production, hasardeux et surtout rentable seulement au bout de quelques années, sont bien contents de pouvoir tout de suite s'acheter des actions d'une affaire qui tourne, avec quasiment garantie de l'Etat.

C'est dans ce cadeau royal, fait avec notre argent, que réside la grande escroquerie des télévisions privées. Car pour le reste, une télévision qui soit vraiment au service du public, il n'y en a jamais eu en France. Une télévision qui n'ait pas seulement pour soucis d'avoir le meilleur taux d'écoute possible au moindre frais, mais au contraire d'utiliser toutes les possibilités de canaux disponibles pour offrir simultanément des programmes culturels, scientifiques, sportifs, de variétés,... où des journaux d'information aient pour soucis de donner la parole non aux seuls grands de ce monde, mais aux associations diverses, aux travailleurs, de permettre la diffusion et la confrontation des idées... cela ne sera pas, que la télévision soit publique ou privée, tant que ce monde sera dominé par le fric.

Olivier BELIN

PROCÈS ABDALLAH

Entre gens du même monde

Coup de théâtre au procès Abdallah : celui qu'on nous présentait comme un dangereux chef terroriste ne serait plus qu'un petit chef, voire un simple exécutant irresponsable. C'est ce qu'a dit le sous-directeur de la DST, l'un des deux services secrets français.

Mais qu'importe ce qu'il en est réellement d'Abdallah, du moment que nous savons à quoi nous en tenir avec le clan que nous avons le plus directement sur le dos, le clan des Fabius-Chirac-Pasqua et consorts, la grande famille de tous les gouvernants français : ils mentent comme des cochons depuis le début de cette affaire.

Et ils mentent évidemment parce que c'est leurs responsabilités à eux dans cette affaire qu'ils veulent cacher. Car l'assassinat en France de deux diplomates américains, les enlèvements de fonctionnaires français à Beyrouth, quelques bombes dans les rues de Paris, ne sont que les contrecoups, ici, de la guerre permanente que les grandes puissances, Etats-Unis et France en tête, entretiennent au Moyen-Orient, de ce terrorisme à grande échelle auquel elles participent soit directement avec leurs bombardiers et leurs chars, soit indirectement par l'intermédiaire de leurs agents secrets et leurs marchands de canons.

Alors aujourd'hui Chirac, pour éviter que la guerre où la France est en permanence partie prenante là-bas, ne crée ici trop de retombées (comme les attentats de l'automne dernier à Paris), a peut-être choisi de préparer une libération rapide d'Abdallah ; c'est ce que peut signifier en tout cas le ton choisi par le sous-directeur de la DST. Cela n'aurait rien d'étonnant ni rien de bien choquant, tant les terroristes les plus dangereux sont ceux qui nous gouvernent.

O.B.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995